

# LE DEVOIR

PL. XCVII X 201

LES SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 SEPTEMBRE 2006

2,20\$ + TAXES = 2,50\$

Et si le 11-Septembre n'avait pas eu lieu?

Avions, détournements, tours, explosions : et si le 11-Septembre n'avait pas eu lieu ? Et si, en ce matin de ciel indigo, les deux tours étaient demeurées les inébranlables symboles de la puissance américaine ? Saoulons-nous de conditionnel : que serions-nous sans cette date obsédante ? George W. Bush aurait-il été réélu en 2004 ? Le gouvernement américain aurait-il décidé d'envahir l'Irak ? Sans ce jour de terreur, c'est peut-être un tout autre type de guerre qui aurait continué à faire rage, et aux États-Unis seulement...

À LIRE EN PAGE A 8

■ Autres textes en pages B 1, B 2, B 3, B 4 et B 5

## LE MONDE

### Saddam Hussein se méfiait comme la peste d'al-Qaïda

■ À lire en page A 7



## INDEX

Actualités... A2	Idées... B5
Annonces... C6	Monde... A7
Avis publics... A6	Mots croisés... A6
Bourse... C2	Météo... C6
Carrières... C5	Perspectives... B1
Décès... C6	Rencontres... D2
Économie... C1	Sports... C7
Éditorial... B4	Sudoku... D5

## La Chine face à son plus vieux démon

*Entre répression et libéralisation du jeu, l'empire du Milieu est en plein bouleversement*

ALEC CASTONGUAY

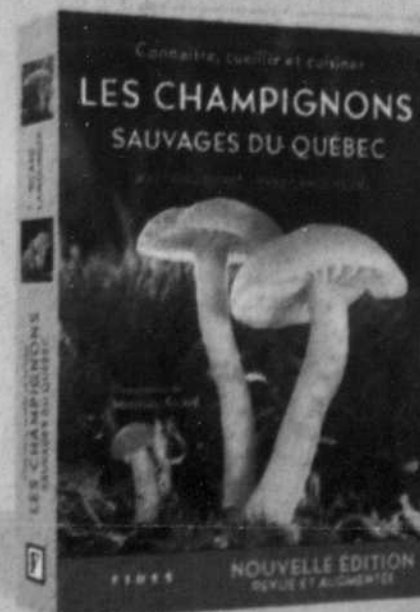
Macao deviendra dès cette année la ville de jeu la plus importante au monde, devant Las Vegas. L'empire du Milieu est maintenant encerclé par les casinos russes, vietnamiens, laotiens, coréens, malais... Tous veulent profiter de la faiblesse des Chinois pour le jeu et des hauts fonctionnaires corrompus. À l'intérieur des frontières, le jeu illégal explose. Notre journaliste revient de Chine, où il a fouillé ce dossier délicat. Premier texte d'une série de quatre.

**P**ékin — Cela fait déjà presque une heure que le pousse-pousse se fraye un chemin dans le labyrinthe des hutongs, ces ruelles étroites et traditionnelles de la capitale chinoise. Nous sommes au sud-ouest de Pékin, et 30 bonnes minutes de voiture nous séparent de la place Tiananmen et de la horde de touristes au centre-ville. Le pousse-pousse s'arrête dans un parc surgi de nulle part. Il

VOIR PAGE A 6: DÉMON



## Ouverture de la chasse !



Les champignons sauvages du Québec

Matthieu Sicard  
Yves Lamoureux

366 pages • 24,95 \$  
www.editionsfides.com



## • LES ACTUALITÉS •

Parc du Mont-Orford

# Pour ou contre la privatisation?

André Boisclair doit s'engager maintenant à annuler la transaction s'il est élu, dit SOS Orford

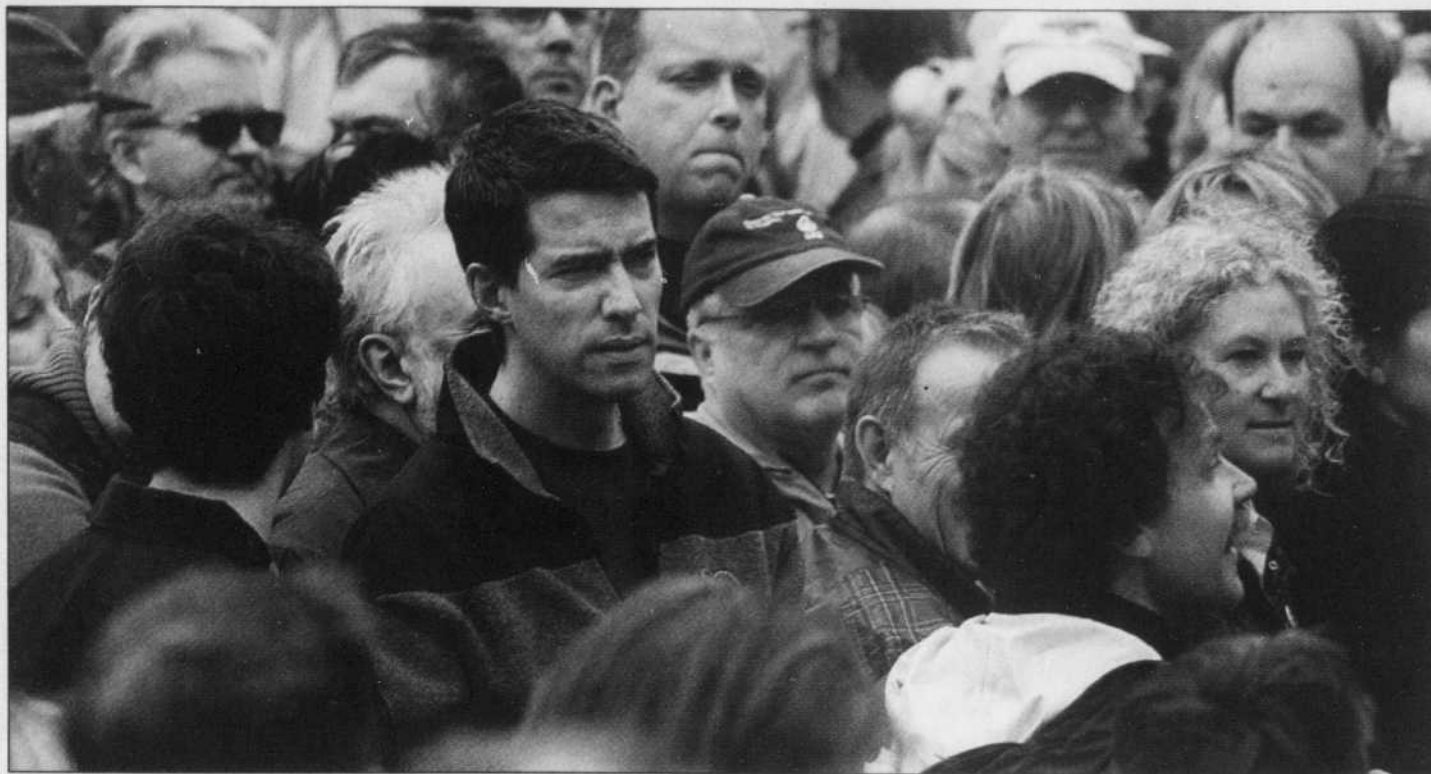
Les questions de principe soulevées par la privatisation partielle du mont Orford ont été occultées par le rapport Nicolet. Mais elles pourraient revenir sur l'échiquier politique et électoral.

LOUIS-GILLES  
FRANCŒUR

Devant les signaux contradictoires lancés depuis quelques jours par les porte-parole de son parti dans le dossier d'Orford, le chef du Parti québécois et ancien ministre de l'Environnement, André Boisclair, doit clarifier sa position et «doit faire en sorte que le Parti québécois s'engage à annuler la loi privatisant une partie de la montagne» et tous les actes administratifs ou privés qui auront été posés en rapport avec ce dossier.

C'est ce qu'a déclaré hier au Devoir la porte-parole de la coalition SOS Orford, Mme Gisèle Lacasse-Benoît, en marge de la conférence de presse tenue par ce groupe d'opposition pour réagir au rapport Nicolet. SOS Orford s'oppose aux propositions de ce rapport, divulgué cette semaine et entériné par Québec, parce qu'il soulève, comme la loi 23 sur la privatisation du parc, des raisons de principe incontournables et, précise Mme Lacasse-Benoît, parce que les propositions de la MRC de Memphrémagog constituent «un retour à la case départ, un retour à un projet décrié par le BAPE [Bureau d'audiences publiques sur l'environnement] et socialement inacceptable».

Réagissant par communiqué au rapport Nicolet, mercredi, le porte-parole de l'Opposition en matière de faune et de parcs, le député Stéphane Bergeron, a salué le «travail» du groupe dirigé par Roger Nicolet. Il a aussi réclamé au gou-



André Boisclair avait dit à la manifestation tenue le 22 mars dernier contre la privatisation du mont Orford: «Si j'avais un conseil à donner à M. L'Espérance [le gestionnaire de la station qui parraine le projet immobilier], c'est qu'avant qu'il mette une piastre dans le parc du Mont-Orford pour construire ses condos, il devrait attendre la date de l'élection.»

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

vernement Charest un délai pour figurer les projet avancés par le rapport, grâce à «des études de marché», et une consultation publique, ramenant l'opposition du PQ aux modalités de réalisation.

Mais en Estrie, selon les propos rapportés par *La Tribune*, le député de Johnson, Claude Boucher, a affirmé que le Parti québécois, s'il prend le pouvoir, allait annuler la vente du mont Orford: «Il n'y aura pas de condos» là, a-t-il dit, ajoutant plus loin: «Je prends l'engagement formel, comme organisateur en chef de l'Estrie, à l'effet que la loi 23 va sauter [...]. La vente de terres publiques à l'entreprise privée, c'est non, non et non.»

Pendant qu'il participait à la ma-

nifestation du 22 avril dernier, le chef péquiste a évoqué, mais sans se mouiller, la possibilité d'annuler la loi 23 et les transaction privées qui pourraient en découler. La veille, l'ancien ministre péquiste et parrain de la loi cadre de 1977 sur les parcs, Yves Duhaime, avait déclaré que le PQ avait le pouvoir d'arrêter cette privatisation en s'engageant publiquement à l'annuler, car peu d'investisseurs prendraient le risque de miser sur un projet en sursis.

La porte-parole de SOS Orford a affirmé hier qu'André Boisclair doit maintenant dire clairement où se situe son parti, lui qui en faisait une question de principe le 26 mars dernier: «Il faudrait que M.

Boisclair prenne l'engagement ferme d'annuler ce projet et de rétablir la crédibilité de la loi sur les parcs.»

C'est aujourd'hui que débute dans la métropole la conférence des présidents de comté du Parti québécois, l'instance qui siège en alternance avec son Conseil national, en présence du chef péquiste.

Pour SOS Orford, la proposition Nicolet n'est pas un compromis car elle avale l'effritement d'un parc national vers un statut de parc régional, sans moyen juridique de freiner la «boulimie» des promoteurs dans le futur. Par ailleurs, entre les 950 condos que le promoteur L'Espérance a évoqués pour réduire ses exigences après les audiences du BAPE et les 750 propo-

sés aujourd'hui avec hôtels, auberge, amphithéâtre et résidences privées, on est en face d'un «petit Mont-Tremblant» fort semblable au projet du promoteur L'Espérance.

SOS Orford n'est pas convaincu que la décision des 14 maires sur 16 d'entériner le rapport Nicolet reflète un consensus régional. Aucun maire n'a eu préalablement l'appui de sa population et de son conseil sur cette question, et, même si cela était le cas, a précisé Mme Lacasse-Benoît, Québec crée le précédent d'effriter la protection accordée aux parcs parce qu'un groupe d'élus le lui demande. «Dangereux et inacceptable», dit-elle.

Le Devoir

## Mort clinique de l'AQLPA

Rejeté par les compagnies d'assurances, le groupe environnemental est condamné à fermer ses portes

LOUIS-GILLES  
FRANCŒUR

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) devra mettre un terme à ses activités dans une semaine, soit le 15 septembre, si aucune compagnie d'assurances n'accepte d'ici là de lui fournir la protection d'une police de responsabilité civile.

Ce groupe environnemental, fondé il y a 24 ans, est actuellement «dans le coma», a précisé au Devoir son président, André Bélisle, un militant écologiste de la première heure au Québec.

«Nous devons cesser nos activités de toute sorte et même fermer notre local d'ici une semaine si, d'ici là, on continue d'être boycottés par les compagnies d'assurances», a ajouté M. Bélisle. «Nous, on n'a plus un sou, même si on ne doit rien à personne. On n'est pas en faillite, mais on est paralysés parce que sans assurance en responsabilité civile, on ne peut plus faire de cliniques d'inspection des véhicules, on ne peut plus participer à la Journée sans voiture à Montréal, on ne peut plus participer à des expositions, à des activités de sensibilisation ou d'éducation populaire, on peut difficilement assumer le risque de garder un bureau ouvert sans assurance et on ne peut plus rien dire malgré notre charte en raison des risques qu'il faudrait assumer personnellement. Nous avons essayé toutes les compagnies d'assurances mais aucune ne veut nous assurer. C'est à se demander où est leur conscience sociale. Fire, en nous refusant, les compagnies d'assurances nous condamnent alors que les tribunaux nous donnent raison depuis plus d'un an. Mais elles se défilent en raison de la poursuite d'AIM de cinq millions intentée contre notre groupe alors que les tribunaux nous ont donné raison à 16 reprises. Et dans un jugement, le 21 juillet, la Cour supérieure a même statué que nous étions légitimés dans nos prétentions.»

Au printemps dernier, l'assureur de l'AQLPA, la société Promutuel Dorchester, avisait le groupe environnemental qu'elle annulait même rétroactivement la partie de la police en vigueur pour tout ce qui avait trait à des poursuites en libelle et diffamation. Par plusieurs injonctions, l'AQLPA a pourtant empêché cette entreprise de construire illégalement une déchiqueteuse de carcasses de voitures sur un terrain contaminé de Lévis.

«J'ai l'impression qu'on est devant une SLAPP», a expliqué hier au Devoir l'avocat Julius Grey, qui se dit prêt à aider l'AQLPA à se défendre: «Je vais tout faire pour les aider car on vit dans une démocratie de plus en plus difficile, où le coût de la participation des citoyens à la vie publique et le coût de se défendre contre les poursuites abusives deviennent hors de portée.»

Les SLAPP (strategic lawsuits against public participation), un acronyme états-unien pour désigner des poursuites stratégiques contre la mobilisation des citoyens, constituent un «phénomène de plus en plus répandu en Amérique et au Canada», a poursuivi M<sup>r</sup> Grey. La semaine dernière, à la poursuite pendante d'AIM s'est ajoutée une poursuite de 850 000 \$ intentée par deux propriétaires d'un site d'enfouissement de Cantley, dans l'Outaouais, contre deux voisins qui se battent pour sa fermeture. Pourtant, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs vient de leur donner en grande partie raison en amorçant la fermeture technique du site d'ici quelques jours par ordonnance en raison des multiples contraventions aux lois, règlements et normes.

«Il faut une législation au Québec contre les SLAPP», a affirmé M<sup>r</sup> Grey, soutenant que les règles du Barreau contre les poursuites abusives sont sans effet ici. «Cette législation devra prévoir une immunité relative pour les citoyens, sauf en cas de mauvaise foi, quand ils se battent pour leurs droits ou pour l'environnement. On doit leur donner la même immunité qu'on réserve au gouvernement, qu'on ne peut pas poursuivre, par exemple, s'il a adopté une loi déclarée illégale par la suite. Et il faut aussi rendre plus accessible la justice aux simples citoyens, car devant une grande entreprise, qui peut facilement déboursier un million pour effrayer et museler des citoyens qui l'attaquent, le simple fait de se défendre devant les tribunaux est carrément hors de prix. La disproportion des moyens est trop grande: on doit réagir contre cela.»

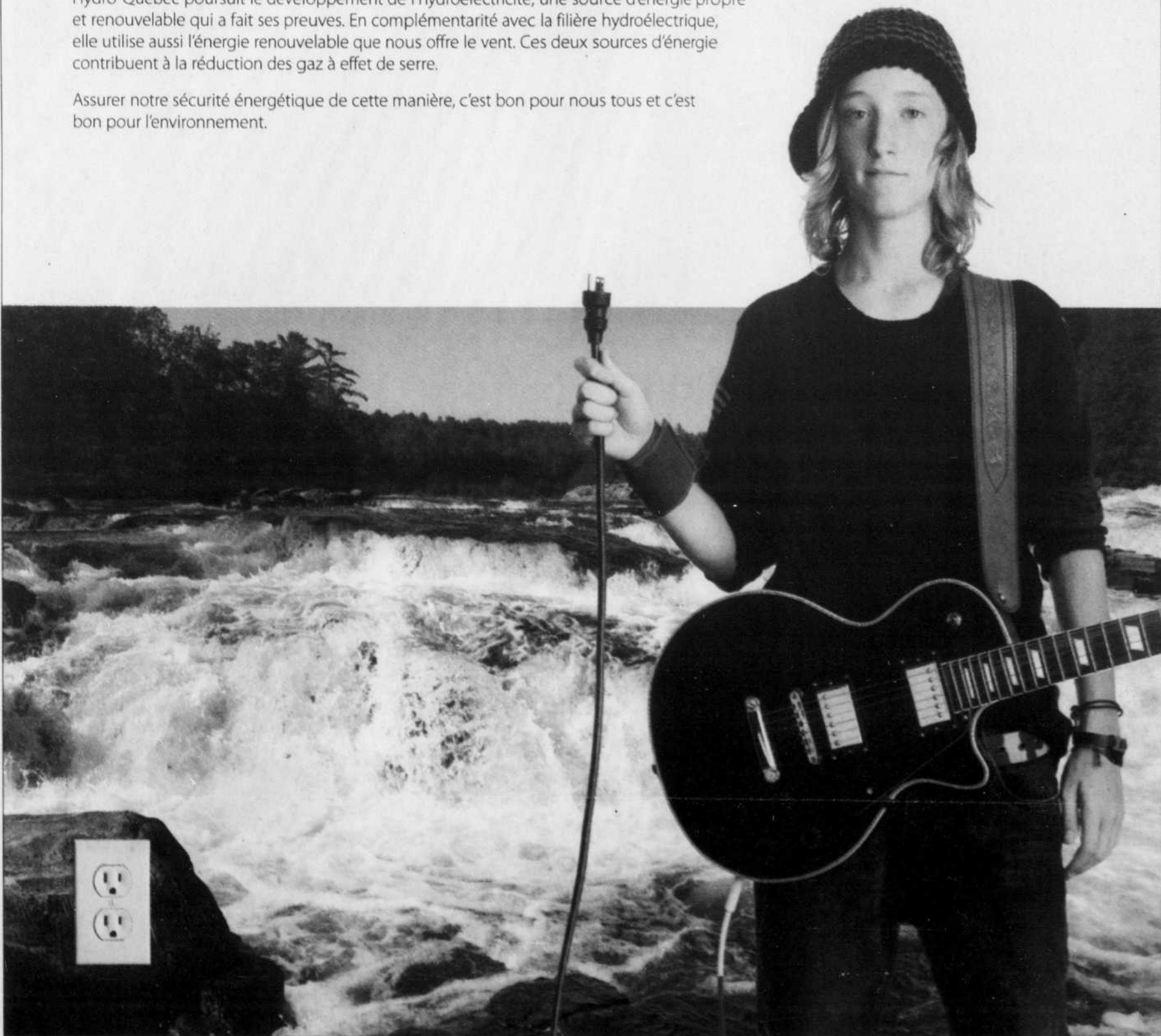
Le Devoir

## NOTRE CHOIX EST CLAIR. NOTRE CHOIX EST VERT.

Hydro  
Québec

Hydro-Québec poursuit le développement de l'hydroélectricité, une source d'énergie propre et renouvelable qui a fait ses preuves. En complémentarité avec la filière hydroélectrique, elle utilise aussi l'énergie renouvelable que nous offre le vent. Ces deux sources d'énergie contribuent à la réduction des gaz à effet de serre.

Assurer notre sécurité énergétique de cette manière, c'est bon pour nous tous et c'est bon pour l'environnement.



## ACTUALITÉS

**Bijouterie  
Gambard**  
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE  
MONTRÉAL (514) 866-3876

**ROLEX**  
Vente et service

Commission scolaire de Montréal

# Un agenda fédéraliste banni des écoles

*Disparues du petit écran, les Minutes du Patrimoine ont refait leur apparition dans du matériel scolaire, au grand dam de certains parents*

Sitôt remis aux marmots, sitôt retiré de la circulation: un agenda scolaire pointé par des parents comme outil de propagande canadienne a soulevé les passions dans deux commissions scolaires de la région de Montréal. Neutralité demandée, a exigé une des organisations, rappelant ses écoles à l'ordre.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

La Commission scolaire de Montréal (CSDM) a décidé hier de retirer des écoles un agenda d'écolier qui faisait la promotion de l'histoire canadienne. Conçu par le fournisseur Premier, cet agenda, qui fait aussi l'objet d'un examen à une autre commission scolaire, invite les enfants à honorer le drapeau canadien, promeut l'hymne national et renvoie aux controvertées *Minutes du Patrimoine*.

Des parents interloqués ont contacté *Le Devoir* pour dénoncer la présence d'une forme de «propagande» dans l'agenda d'un marmot du primaire, inscrit à l'école FACE. Informée hier matin de la distribution de cet agenda Premier Historica dans un de ses établissements, la CSDM n'a fait ni une ni deux et a décidé en début d'après-midi de retirer le document litigieux, jugeant qu'il ne respectait pas la «neutralité» exigée dans le matériel scolaire.

«Il y a dans l'agenda un contenu historique qui n'a pas sa place, et il contenait aussi de la publicité», a indiqué Sylvain Arsenault, porte-parole de la CSDM. «Si d'autres écoles ont aussi choisi cet agenda, il sera également retiré», a-t-il affirmé, ajoutant qu'une note sera distribuée à toutes les écoles pour rappeler «l'importance de la neutralité dans les documents distribués à l'école». Soulignons que les dirigeants de l'école FACE n'ont pas rappelé *Le Devoir*.

Impossible, donc, de connaître l'ampleur des sommes versées — et perdues —, mais «on va le payer, et ce sera peu cher payé pour avoir la neutralité», a précisé M. Arsenault.

Selon nos informations, d'autres établissements québécois auraient aussi décidé d'acheter cet outil, mais il a été impossible de savoir combien, les responsables de la filiale québécoise de ce fournisseur canadien ayant refusé de divulguer toute information liée à ce produit.

«On est en train de faire une tempête dans un verre d'eau», a commenté hier le directeur régional de Premier, François Lupien, repoussant toute question sur la popularité du produit au Québec, son coût et les liens à établir avec la Fondation Historica, qui se décrit «partenaire» de Premier pour la

conception de cet agenda en particulier.

Fondée en 1982 au Manitoba, Premier est une entreprise spécialisée dans la vente de matériel scolaire. Des agendas mais aussi des programmes éducatifs à caractère social figurent dans son catalogue. L'agenda Historica est un des six produits de ce type offerts par l'entreprise, qui s'est étendue aux États-Unis depuis sa fondation. Une filiale québécoise est établie à Lachine. L'entreprise affirme sur son site Internet qu'elle fait désormais affaire avec plus de 50 000 écoles.

Distribué cette semaine à l'école FACE aux enfants de la maternelle jusqu'à la troisième année du primaire, l'agenda Historica a fait bondir certains parents. Comme l'évoquait *Le Journal de Montréal* la semaine dernière dans une chronique, le même cahier a choqué des parents à la Commission scolaire des Hautes-Rivières. L'organisation, située sur la rive sud de Montréal, a décidé de le retirer temporairement des écoles, le temps d'en analyser le contenu.

Très coloré et rempli d'images alléchantes pour des tout-petits, l'agenda Historica débute par une section produite par l'école elle-même, agrémentée de renseignements sur la vie scolaire. Le corps commun de l'outil, basé sur l'histoire du Canada, allie de petits trucs d'usage, des thématiques mensuelles «renforcées par les Minutes Historica» — anciennement les *Minutes du Patrimoine* — et «un guide interactif aidant les étudiants à développer des aptitudes en recherche» en puisant dans l'*Encyclopédie canadienne*, comme nous l'apprend le site Internet de Premier à sa section sur les agendas.

## Des exemples

Sur le thème de la communication, on y apprend l'importance de la chanson pour dire ce que «nous pensons ou ressentons». «O Canada est une chanson, mais elle nous apprend aussi ce qu'est le Canada!», indique l'agenda. «Il est important de bien traiter son pays, comme il est tout aussi important de bien traiter les gens autour de nous! Nous vivons dans un merveilleux pays, qui est habité par des gens fantastiques! Une bonne façon de démontrer du respect



aux gens est de les traiter comme nous aimerions être traités. Lorsque nous honorons notre drapeau, c'est tout le Canada que nous respectons!», peut-on encore y lire sous l'image d'un huard muni d'un drapeau canadien déambulant avec un écureuil agrippé à son drapeau québécois.

Sur la page suivante, où défilent tous les jours du mois de juin, un encadré expose l'importance du drapeau canadien comme «symbole [témoignant] de notre respect pour notre merveilleux pays». Une invitation est faite à l'enfant d'approfondir la question en écoutant la *Minute Historica* intitulée «Les Drapeaux». Il s'agit en réalité des *Minutes du Patrimoine*, renommées par la Fondation Historica. Il a été impossible d'obtenir des explications de la part de cette fondation hier.

À la Commission scolaire des Hautes-Rivières, on a décidé la semaine dernière de retirer temporairement cet agenda, «le temps que des comités de lecture se penchent sur son contenu», a expliqué



hier le directeur général Pierre Buisson. Les recommandations des comités seront analysées par le conseil des commissaires mardi soir.

«Nous devons juger si c'est de la propagande fédéraliste», a expliqué M. Buisson, dont neuf écoles sur 38 avaient opté pour cet agenda, qui coûte environ 5 \$ l'unité, «ce qui équivaut au prix du marché».

«Force est d'admettre qu'au Québec, la politique est un dossier très chatouilleux, chaud, qui soulève les passions», a affirmé M. Buisson, expliquant que la commission scolaire n'a reçu aucune plainte des parents. Au ministère de l'Éducation, l'attachée de presse du ministre Jean-Marc Fournier a réitéré que la propagande n'a pas sa place à l'école, «que ce soit le primaire ou le collégial», comme l'a fait valoir Marie-Claude Lavigne. Elle ne pouvait pas commenter le contenu de l'agenda, ne l'ayant pas vu.

Le Devoir



France LÉTOURNEAU  
Sylvain LUSSIER

**IMAGIMOTS**

Dictionnaire pour l'élève de la 1<sup>re</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle du primaire

80 pages - 9,95 \$

GUÉRIN, éditeur ltée  
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies  
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Restauration de tableaux

œuvres anciennes et contemporaines

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal  
**514-484-8332**  
www.themrfixit.com  
DEPUIS 1953

Philippe Gaulin  
Psychanalyste  
Question de santé mentale

Une partie de votre existence est contraignante? Vous aimeriez transformer un comportement devenu insupportable? Vous semblez perdre le contrôle sur une partie de votre réalité? Vous savez cependant qu'une pilule n'est pas un traitement; que devenir dépendant d'une médication n'est pas une guérison; que discuter de ses problèmes n'est pas une solution. La méthode psychanalytique pourrait certainement vous aider à assumer et gérer les termes d'un conflit qui vous semble incompréhensible mais qui accapare une grande part de votre vie.

Philippe Gaulin est psychanalyste clinicien depuis 1988. Diplômé d'études doctorales de psychopathologie clinique (Université d'Aix-Marseille), auteur, essayiste et chargé de cours à l'université, il reçoit au 1394, Du Mont-Royal est, suite 109. Vous pouvez le contacter au (514) 928-1881 pour obtenir un rendez-vous ou des informations supplémentaires.

AUSSI DISPONIBLE :  
Apanage  
Gelco  
Moda  
Simon Chang

**HUCKE**  
woman

ALAIN GIROUX  
HÔTEL REINE ÉLIZABETH  
900, René-Lévesque Ouest  
Montréal (514) 861-8138

La Société de musique contemporaine  
du Québec  
et  
L'Ensemble contemporain de Montréal  
rendent hommage  
à un homme d'exception, le compositeur

**CLERMONT PÉPIN**  
(1926-2006)

Si sa mort nous attriste,  
nous sommes consolés par la pensée  
que sa musique vivra  
pour l'éternité.

Merci !

Ensemble  
contemporain  
de Montréal

**SMCQ**  
Société de musique contemporaine du Québec  
Walter Soudreau, directeur artistique

**HAUBER**

Vous trouverez des griffes  
Allemandes, Canadiennes  
et Québécoises.

La boutique qui possède  
la renommée de la beauté  
et du service personnalisé.

Importations Les Élysées

2704, boulevard de la  
Concorde Est, Laval  
**(450) 662-1168**

Les heures d'ouverture sont :  
fermé le lundi  
mardi et mercredi 10h à 17h  
jeudi et vendredi 10h à 18h  
samedi 10h à 16h

• LES ACTUALITÉS •

Le b.a.-ba



Gil Courtemanche

**B**utare — Au Rwanda, m'a expliqué un professeur avec lequel je vais travailler pendant quelques semaines, on regarde avec un certain sourire les débats qui s'échauffent actuellement en Europe et en Amérique du Nord sur les méthodes d'enseignement. Ici, jusqu'à l'université, on est encore dans les approches les plus magistrales et les plus traditionnelles et, en riant, on se demande si, après tout, on n'a pas eu raison de ne pas faire comme les Européens. En effet, en Europe, particulièrement depuis quelques mois en France et en Grande-Bretagne, le débat sur l'apprentissage, sa relation avec le comportement social, a cessé d'être le lieu clos des spécialistes et est entré dans l'arène politique.

Il y a une trentaine d'années, un peu partout et chez nous en particulier, on a non seulement transformé toutes les méthodes mais aussi la conception même de l'école. Lieu de discipline, de travail et d'encadrement, l'école s'est transformée en un outil de réalisation et d'accomplissement de la personnalité. L'obéissance a laissé la place au dialogue (mais c'est de moins en moins le cas). La négociation a remplacé la discipline et l'apprentissage a remplacé l'acquisition répétitive de connaissances. Certes, à cette époque, le cadre scolaire était par trop répressif et rigoureux, mais de plus en plus, un peu partout, on se demande avec inquiétude si on n'a pas jeté le bébé avec l'eau du bain.

Il y a 30 ans, l'enfant ne souffrait pas d'un manque d'encadrement, il était brimé par un encadrement et une approche trop sévères. Il y avait l'église, la famille, le village, les quartiers qui fonctionnaient de pair. Ce n'est plus le cas aujourd'hui avec les parents qui travaillent, les familles monoparentales ou recomposées, les jeux vidéo, les bons et les mauvais gangs de rue. Et ils sont de plus en plus nombreux, ceux qui pensent qu'il faut recentrer et recomposer complètement l'école pour empêcher les jeunes de vivre dans un univers complètement éclaté et dépourvu de toute règle ou de normes.

En France s'est mise en place à la rentrée une autre approche de l'école qui s'inspire largement de ce qui se faisait avant, soit une approche lourdement critiquée par une bonne partie des enseignants qui font justement partie de cette génération qui a souffert des brimades que j'évoquais ci-dessus. Ils ne veulent pas faire subir à leurs élèves le corset qu'ils ont eu tant de mal à jeter aux orties. Ce que ces gens ne comprennent peut-être pas, c'est que l'école est sans doute le dernier lieu de la vie quotidienne où on peut contrer l'individualisme, l'indiscipline, le relativisme et la loi de la jungle qui règnent dans la société.

Il ne faut pas en douter: la réflexion sur l'école, sur l'apprentissage et sur l'encadrement a été fortement nourrie en France par les émeutes des banlieues en mars dernier. On pense qu'il existe un rapport direct entre les difficultés scolaires et les comportements sociaux qui naissent d'un sentiment d'exclusion et de faillite dont l'école fait souvent partie. De même en Grande-Bretagne, c'est de l'incivilité croissante et de l'apparition de formes de violence totalement gratuites que sont venues des propositions de réformes et, depuis quelques jours, des suggestions radicales de la part du premier ministre Tony Blair.

En premier, les Français ont décidé de modifier l'apprentissage de la lecture et de revenir à la méthode syllabique, celle du b.a.-ba, aux dépens de la méthode dite globale, qui produit, on vient de le découvrir chez nos voisins, 20 % d'illettrés à la fin du primaire. De même, on retourne en arrière en écartant les programmes originaux, les compétences et autres gadgets, et on recentre l'école primaire sur un «socle commun» de connaissances, soit «la maîtrise de la langue française, la pratique d'une langue étrangère, la connaissance des principaux éléments de mathématiques et d'une culture scientifique et technologique, la culture humaniste, les compétences sociales et civiques et, enfin, l'autonomie et l'esprit d'initiative». Plus controversée est la mesure qui prévoit l'apprentissage en travail à compter de 14 ans. On la justifie en affirmant qu'il ne sert à rien de garder éternellement des enfants à l'école s'il est évident qu'ils vont connaître l'échec. On réintroduit, chose d'un passé antique, la note de vie scolaire, une note de discipline qui fait partie des bulletins au même titre que les matières pédagogiques. Enfin, tous les nouveaux postes créés, soit 4000, dont 3000 postes d'assistant pédagogique, le seront exclusivement dans les établissements des milieux défavorisés lourdement touchés par la faible réussite scolaire.

En Grande-Bretagne, Tony Blair, après s'être attaqué au contenu de l'école, est parti en guerre contre les comportements sociaux. On recense quotidiennement jusqu'à 60 000 comportements antisociaux commis par des jeunes dans le pays. Depuis quelque temps, il y a un policier à plein temps dans plus de 500 écoles secondaires britanniques. Un statut spécial a été créé pour les ados délinquants, ce qui permet à la police de surveiller leurs mouvements, de les interdire de certains lieux ou de leur imposer un couvre-feu. Blair veut maintenant rendre les parents responsables du comportement de leurs enfants et obliger les mères alcooliques ou en situation difficile à suivre un encadrement gouvernemental afin que leurs enfants ne deviennent pas des «menaces» contre la société. Déjà, les critiques parlent de génétisme social.

La situation disciplinaire des jeunes d'ici n'est pas aussi aigüe que dans la France des banlieues ou dans la grise et de plus en plus violente Albion, mais l'échec scolaire produit partout les mêmes résultats. Il est peut-être temps de cesser de mettre toutes nos énergies sur la santé et de lancer un grand chantier sur l'école... avant que les gangs de rue ne cessent d'être des phénomènes localisés.

L'Université de Sherbrooke rend ses lettres de noblesse à la collation des grades

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

**C'**est peut-être parce que le recteur de l'Université de Sherbrooke n'a jamais digéré d'avoir reçu son diplôme d'ingénieur par la poste qu'il donne le coup d'envoi cette année à une collation des grades haute en couleurs, qui soulignera aujourd'hui, au stade d'athlétisme de l'établissement, la fin des études de 3300 diplômés, sous les yeux de plus de 6000 de leurs proches.

«Une collation des grades des plus grandioses au monde», souligne à grands traits l'université estrienne, donnant, comme à son habitude, dans le superlatif, la majuscule et le plus du plus. «Ça paraît bien un recteur qui a reçu son diplôme par la poste sans collation des grades pour lancer ce projet-là!», rigolait cette semaine le recteur Bruno-Marie Béchard, quelques jours avant l'événement.

«Je suis fébrile comme avant mon mariage!», avait-il dit en commençant l'entretien, insistant sur l'aspect inédit de cette collation des grades réinventée. Réunir tous les diplômés sous un seul chapiteau, applaudir en chœur à la fin d'un cycle universitaire, retrouver l'essence d'un rite datant du Moyen-Âge, «établir un croisement entre la tradition et l'innovation»: autant d'objectifs sur lesquels l'équipe de l'UdeS s'échine depuis un an.

Contrairement aux années précédentes, où six collations des grades facultaires avaient lieu à différents moments de l'année, l'UdeS a plutôt décidé de regrouper tout le monde le même jour. Cet après-midi, sous le thème *Neuf comme le monde* — «un clin d'œil à l'expression traditionnelle «vieux comme le monde» et aussi à nos neuf facultés» —, plus de 3000 diplômés vêtus de la traditionnelle toge seront réunis au centre du stade, pour former une «gigantesque rose des vents aux couleurs de l'université, le vert et l'or», relate-t-on dans le site Internet de l'université.

Le recteur laisse d'ailleurs planer



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, a décidé de réunir en un seul lieu tous les diplômés de son établissement pour la collation des grades.

un mystère entier sur la «réinvention du rite de passage spectaculaire» auquel assistera l'auditoire, en lien avec cette rose des vents. «Je ne peux rien dire, il faudra le vivre pour le comprendre», expose-t-il, retenant mal son enthousiasme. Vêtus d'abord de noir, les diplômés brandiront-ils des cartons de couleur et formeront-ils une figure particulière à la manière des milliers d'athlètes lors des cérémonies d'ouverture des Jeux olympiques? «Ne me tentez pas, je ne peux rien vous dire, sinon que les diplômés vont se transformer sous les yeux des spectateurs», ajoute M. Béchard.

Même les principaux intéressés ne sont pas au courant de cette prestation énigmatique à laquelle ils devront se livrer: quelques instants avant le moment dit, on les réunira pour les informer de la nature du happening. À la manière antique, les professeurs et les chargés de cours entoureront leurs ouailles au centre, comme «pour leur dire adieu».

Voguant sur les excès et la démesure, le recteur parle de l'Orchestre symphonique de Sherbrooke, qui soulignera à coups de baguette et d'archets le dur labeur des diplômés. La cantatrice Betty Mongrain

— «une de nos finissantes!» — montera sur scène. Après le grand rassemblement, les diplômés et leurs proches seront invités à une cérémonie plus modeste dans chacune des neuf facultés, puis ils se réuniront à nouveau sur le parterre de l'établissement pour un «grand cocktail de célébration».

Plus qu'une fête à grand déploiement, cette collation des grades nouveau genre est une manière pour le recteur d'inciter les étudiants à voir plus loin que leur diplôme et la concentration des efforts sur une seule discipline. «Au-delà de la formation des médecins, des philosophes ou des éducateurs, on doit former des universitaires, des gens qui dépassent leur propre discipline et leurs compétences pour s'élargir l'esprit», explique Bruno-Marie Béchard, un diplômé en ingénierie. «C'est un peu pour cela que je trouvais que ça n'avait pas de sens de célébrer la diplomation par discipline, comme si on allait contre l'objectif de rendre les citoyens conscients de l'importance des autres.»

La collation des grades à la mode Sherbrooke correspond, au dire du recteur, au besoin exprimé par les jeunes eux-mêmes de retrouver le sens des événements auxquels ils participent. «La quête de sens est tellement présente chez nos jeunes, ils ont perdu toute notion des rites, quels qu'ils soient, et ils veulent retrouver tout cela», expose le recteur, qui se donne jusqu'à la fin de son mandat pour se servir de cet événement afin de propulser une «semaine universitaire».

«J'aimerais que tout Sherbrooke soit animé autour de l'université: les restaurants, les écoles, les commerces, pour qu'on envoie le message que l'éducation, c'est quelque chose à valoriser», ajoute M. Béchard, dont l'une des grandes «préoccupations sociales» tournicote autour du «désastreux» taux de décrochage des élèves québécois. «Avec une foule d'activités culturelles, institutionnelles, je pense qu'on peut rallumer chez quelques-uns un intérêt pour l'école. Ce qu'on érige [aujourd'hui] c'est le socle, mais bientôt, il faudra que tout Sherbrooke vibre au rythme universitaire.»

Sur une note plus technique et financière, le recteur de l'Université de Sherbrooke a expliqué que l'événement, si extraordinaire soit-il, n'entraînera «aucun coût excessif». «Non, en fait, ça prévient même une sorte de croissance des coûts puisque nous réunissons en une seule six collations des grades.» L'UdeS, comme la totalité des autres universités québécoises, prévoit un déficit pour l'année en cours et a dû ordonner des compressions de l'ordre de 11 millions pour éviter de creuser davantage le gouffre.

Le Devoir

■ THIERRY MUGLER  
■ FRANCESCO SMALTO  
■ REPORTER  
■ TOMBOLINI  
■ SAN REMO  
■ TORRAS  
■ KENNETH COLE  
■ ETC.

■ SHIRT PASSION ■  
■ SANDRO ■  
■ VERTIGO ■  
■ OUI ■  
■ TOMBOLINI ■  
■ GLORIA GAUDETTE ■  
■ PATRICK GÉRARD ■  
■ ETC. ■

■ THIERRY MUGLER  
■ FRANCESCO SMALTO  
■ REPORTER  
■ TOMBOLINI  
■ SAN REMO  
■ TORRAS  
■ KENNETH COLE  
■ ETC.

**Pour Elle**  
277, av. Laurier O.  
270-6154  
Centre de Commerce  
Mondial 844-9125

doice doice  
**DONA UOMO**

**Pour Lui**  
Centre de Commerce  
Mondial 281-7999  
5107, av. du Parc (5105 Laurier)  
277-7558

**Ordre Équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem**  
Lieutenance du Canada-Montréal

Mme Jocelyne Blon

M.J.N. Norman Blon mba, ca

Mme Maryse Ulrich, ca

**La** Lieutenance de Montréal de l'Ordre Équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, avec l'approbation du Grand Magistère à Rome et de la Secrétairerie d'État de Sa Sainteté le Pape Benoît XVI, est heureuse de communiquer que 3 nouveaux membres, dont 1 homme et 2 femmes, seront investis «Chevalier» et «Dames» de l'Ordre.

**V**ous êtes tous invités à assister à la cérémonie d'investiture et de promotion, le dimanche 17 septembre 2006, à 15h00, en la Basilique Notre-Dame de Montréal sous la présidence de Son Excellence Mgr Jude Saint-Antoine, Grand Prieur de l'Ordre.

**Chevalier Grand Officier**  
Dr. Young Sup Chong, ph.d.c.q.,c.m.

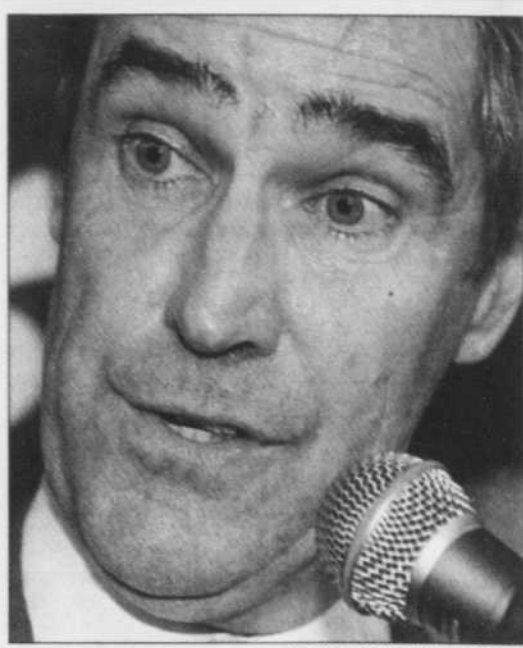
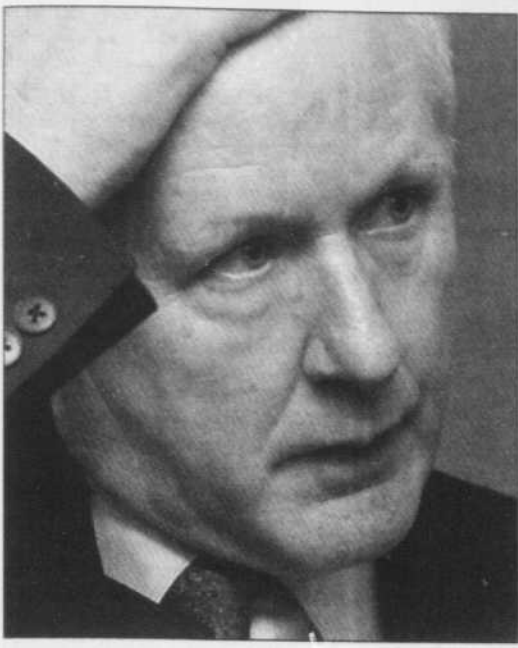
**Chevalier Commandeur**  
M. L'abbé Jean Lalonde  
M. L'abbé Michael J. Mc Kenna  
M. Christian Bergeron  
M. Richard Choquette  
Me Fiore Francescucci  
M. Rémi Laurin

**Dame Grand officier**  
Dr. In Hi Angelica Kim Chung, Ph. d.

**Dame de Commanderie**  
Mme Diane B. Bergeron  
Mme Denyse P. Laurin

10 membres seront promus à un grade supérieur.

# LES ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Bob Rae et Michael Ignatieff, parmi les principaux candidats à la succession de Paul Martin, étaient tous les deux à l'Université de Montréal hier pour rencontrer deux auditoires distincts.

Course à la direction du Parti libéral du Canada

## Rae ne relancera pas le débat constitutionnel

Le Québec est une nation, plaide Ignatieff

La course à la direction du Parti libéral entame son dernier droit, à moins de trois semaines de la sélection des délégués pour le congrès d'investiture qui se tiendra au début décembre. Le Québec était à l'honneur hier. Les deux meneurs, Bob Rae et Michael Ignatieff, se sont retrouvés à la même heure dans la même université, mais dans des salles différentes, pour rencontrer des étudiants.

CLAIRANDRÉE  
CAUCHY  
GUILLAUME  
BOURGAULT-CÔTÉ

### Le credo d'Ignatieff

Principal prétendant en lice pour la direction du Parti libéral du Canada aux côtés de Michael Ignatieff, l'ancien premier ministre ontarien Bob Rae n'est aucunement intéressé à ouvrir la boîte de Pandore constitutionnelle, pas plus pour réformer le Sénat que pour réintégrer le Québec dans la Constitution.

C'est ce qu'il a indiqué hier, lors d'un discours prononcé devant une centaine d'étudiants en droit à l'Université de Montréal (UdeM). Au même moment, son principal rival, le député et ancien professeur d'université Michael Ignatieff, s'adressait à un auditoire similaire, un étage plus bas.

Tablant sur son expérience politique en Ontario, notamment à l'époque de l'accord du Lac-Meech et du référendum de Charlotte-town, Bob Rae s'est moqué de l'intervention effectuée jeudi par le premier ministre Stephen Harper devant le Sénat. L'élection des sénateurs proposée par les conservateurs nécessiterait une réforme constitutionnelle, selon l'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario.

«M. Harper doit être conscient que, lorsqu'on ouvre la porte constitutionnelle, il y a beaucoup de squelettes dedans. [...] C'est une question idéologique qui sort du passé réformiste de M. Harper, cela n'a rien à voir avec ce que nous sommes comme pays maintenant», a lancé M. Rae.

Alors que son principal rival, Michael Ignatieff, fait de la reconnaissance de la nation québécoise son mantra des derniers jours, Bob Rae s'est moqué des «formules magiques» destinées à réintégrer le Québec dans le giron constitutionnel canadien. «Quelqu'un qui vient promettre la résolution de la question avec une formule ne comprend pas l'expérience vécue par le Canada au cours des dernières années», a fait valoir M. Rae.

Il a répété qu'il ne voulait pas s'aventurer sur le terrain des réformes constitutionnelles, vu les ratés connus dans le processus de ratification lors des deux derniers cycles de négociations.

Plaidant pour un fédéralisme d'ouverture, Bob Rae s'est cependant montré évasif lorsqu'il a été invité à définir la façon dont cette attitude pourrait se traduire concrètement: «Les [libéraux] vont choisir une personne, un chef, ce n'est pas une question de programme. [...] Ils vont choisir un chef en qui ils ont confiance.»

### EN BREF

#### Un autre report

Cap Canaveral — La NASA a décidé hier de reporter à aujourd'hui à 15h15 GMT le lancement de la navette Atlantis, en raison d'une anomalie constatée sur une des quatre jauges d'hydrogène du réservoir externe. «Le lancement est reporté et nous essaierons de nouveau demain [aujourd'hui] et verrons comment la jauge se comporte», a déclaré Mike Leinbach, le directeur du vol, peu avant le tir. Samedi, les prévisions météorologiques «sont aussi bonnes sinon meilleures» qu'aujourd'hui [vendredi], a-t-il précisé. — AFP

Lakeshore n'envisage pas d'accorder plus de pouvoirs à la province, dans l'éventualité où il serait élu chef du PLC. «Le Québec possède déjà l'autorité nécessaire pour protéger l'identité de son peuple et promouvoir son plein développement», pense-t-il. Michael Ignatieff affirme croire dans une «fédération forte, mais qui n'est pas synonyme d'un Ottawa dominateur. Ce pays est trop grand et trop diversifié pour qu'il soit possible de le gouverner d'un seul centre.»

«Mais le gouvernement doit aussi disposer de la capacité fiscale nécessaire pour promouvoir l'unité de la citoyenneté canadienne. Et depuis 50 ans, cette capacité fiscale est en baisse. Si le gouvernement continue de transférer des pouvoirs fiscaux aux provinces, ce ne sera plus possible de [maintenir cette unité]. Il a vivement critiqué la décision du gouvernement Harper d'abaisser la TPS de 1%.

M. Ignatieff a aussi lancé quelques pointes au gouvernement conservateur sur la question de l'environnement, du mariage homosexuel et du registre des armes à feu. Par contre, rien pour ses adversaires directs. Il a plutôt insisté sur ce qui les unissait, notamment le fait d'être tous des «progressistes» et d'appartenir à un parti qui est la «conscience sociale de ce pays.»

Cela dit, le député d'Etobicoke-

Le Devoir

Yvan Loubier abandonnera la politique fédérale

## Le Bloc perd un de ses députés de la première heure

Le député de Saint-Hyacinthe-Bagot souhaitait poursuivre sa carrière à Québec

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le Bloc québécois a subi un autre coup dur hier, lorsqu'un de ses députés de la première heure, Yvan Loubier, a annoncé qu'il ne se porterait pas candidat à la prochaine élection et qu'il ne terminerait peut-être même pas son mandat actuel si une occasion professionnelle se présentait à lui. M. Loubier ne cache pas qu'il aurait souhaité faire le saut sur la scène provinciale, mais que cette perspective semble bloquée pour l'instant.

«Après 13 ans comme député dans l'opposition, je commençais à avoir fait le tour du jardin, et deux fois à part de cela», explique en entrevue le député âgé de 47 ans. En fait, M. Loubier (Saint-Hyacinthe-Bagot) songe à se retirer depuis 2004, mais, à l'époque, le Bloc n'avait pas eu le temps de lui trouver un successeur et lui avait demandé de jouer le jeu électoral une autre fois. Puis, la dynamique des gouvernements minoritaires a aspiré le député dans un tourbillon.

M. Loubier avoue candidement qu'il aurait aimé représenter la circonscription provinciale de Saint-Hyacinthe. «J'aurais préféré poursuivre, mais à l'Assemblée nationale», dit-il. Il admet avoir entamé sa réflexion en juin dernier, croyant que le député péquiste Léandre Dion allait tirer sa révérence. Ce dernier a finalement annoncé il y a trois semaines qu'il restait en poste.

«Je ne vivrais pas continuellement dans l'attente que ça arrive», explique M. Loubier. On ne doit pas vivre le plus clair de son temps dans l'attente. Songe-t-il à se présenter dans un autre secteur de la province? Il n'écarte pas cette possibilité, mais prétend ne pas avoir de proposition pour l'instant.

Le porte-parole du chef péquiste André Boisclair, Joël Simard-Ménard, affirme que M. Loubier n'a pas été approché. «Nous avons appris ce matin qu'il souhaitait quitter le parti.» C'est un secret de Polichinelle que le PQ a adopté une politique officielle de non-maraudage envers le Bloc québécois. Inutile de dégarnir la députation bloquiste pour regarnir la députation péquiste, illustre-t-on. En bref, cela signifie que le PQ pourrait s'abstenir d'approcher M. Loubier pour lui offrir un autre comté, question de ne pas précipiter son départ de la Chambre des communes, mais celui-ci est libre de faire ses propres démarches.

Les circonscriptions de Borduas et de Nicolet-Yamaska sont parfois citées. Le militant Pierre Tadros songe à se présenter dans la première, mais sa décision n'est pas encore prise. Dans la seconde, le député Michel Morin a annoncé qu'il ne se représenterait pas.



Yvan Loubier

Le départ d'Yvan Loubier est un autre coup dur pour le Bloc québécois. Souverainiste de la première heure (il caresse toujours le rêve d'un Québec devenu parti, insiste-t-il), il avait participé à la création du parti et s'était fait élire sous sa bannière, à l'invitation de Lucien Bouchard, en 1993.

«Je pensais rester deux ou trois ans, mais quand on a perdu le référendum de 1995 par 30 000 voix, j'ai accepté de rester en me disant que la prochaine fois serait la bonne.»

M. Loubier avait prévu annoncer son départ la semaine dernière, mais le lundi, un autre collègue de la première cuvée bloquiste, Benoît Sauvageau, a perdu la vie dans des circonstances tragiques. Il a décidé de reporter son annonce d'une semaine. En outre, le leader en Chambre, Michel Gauthier, se remet d'une longue hospitalisation et pourrait même ne pas se présenter lors de la prochaine élection si celle-ci devait survenir bientôt. Francine Lalonde se retrouve sur le carreau présentement, après s'être fait diagnostiquer cet été un cancer. «Il n'y a jamais de bon moment pour annoncer cela», plaide-t-il.

Le chef Gilles Duceppe, qui a choisi de ne commenter ce départ que par communiqué de presse, a appris la nouvelle à peine une heure avant l'annonce officielle de M. Loubier. Il a fait savoir que «l'équipe du Bloc québécois est une équipe solide. Il y a de la relève. Le Bloc québécois continuera de travailler avec ardeur pour le mieux-être des Québécoises et des Québécois. Le temps venu, nous serons prêts pour conserver la circonscription de Saint-Hyacinthe-Bagot dans le giron souverainiste.» M. Loubier a lui aussi insisté sur le fait que sa décision ne «remet pas en cause la pertinence du Bloc québécois à Ottawa.»

M. Loubier s'est fait connaître à titre de critique de l'opposition en matière de finances. Il a talonné pendant des années le ministre des Finances de l'époque, Paul Martin, ce qui a donné lieu à des prises de bec mémorables à la Chambre des communes. M. Martin ne cachait pas son antipathie pour l'homme.

M. Loubier avait aussi été placé en 1999 sous protection policière, après avoir reçu des menaces de mort des groupes de motards criminalisés. Il avait osé dénoncer publiquement la prise en otage des cultivateurs de sa région par les trafiquants de marijuana qui «squattaient» leurs champs de maïs en y plantant leur verdure illégale, qu'ils protégeaient ensuite avec des pièges à ours, des lames de rasoir et d'autres dispositifs dangereux.

Le Devoir

**Nathalie ELLIOTT**

**MON PREMIER DICTIONNAIRE FRANÇAIS ILLUSTRÉ**

Approuvé par le MÉQ

1200 pages - 38,50 \$

GUERIN, éditeur ltée (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

**A new TWIST to English**

Approuvé par le MELS

**Pamela GUNNING • Rachel LALONDE  
Micheline SCHINCK • Wynanne WATTS**

**A NEW TWIST TO ENGLISH**

Anglais langue seconde 2<sup>e</sup> cycle du primaire

Student's book - 23,95 \$ chacun

LIDEC inc. (514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

**L'automne dans la vieille ville**

Spécial 169\$

Séjour pour 2 pers. Incluant : 2 petits déjeuners à la carte et stationnement

Aussi disponibles suites pour 4 à 6 pers.

**LE PORT-ROYAL HOTEL & SUITES**

1 866 417-2777  
www.hotelportroyalsuites.com

Valide jusqu'au 30 septembre 2006

Au-delà de la performance

*Citoyennes du monde*

Les portes jamais fermées, le cœur toujours ouvert, la relation maître-élève jalousement préservée : voilà le secret du **Saint-Nom-de-Marie** qui, génération après génération, forme celles qui demain feront une différence dans leur milieu.

Fortes de son expérience, l'institution a su s'adapter à notre société pluraliste. Si la construction d'un pavillon ultramoderne s'inscrit dans cette évolution, l'enseignement de très haut niveau et la transmission de valeurs humanistes demeurent les préoccupations principales des éducateurs.

Pas étonnant que les filles du **Saint-Nom-de-Marie** regardent l'avenir avec confiance! Elles auront les compétences de leur audace et la force intérieure pour relever le défi de leur choix.

**Portes ouvertes**  
Dimanche 1<sup>er</sup> octobre de 13h30 à 16h30

**Examens d'admission**  
Samedi 14 et dimanche 15 octobre, de 9h à 12h

**Pensionnat SAINT-NOM-DE-MARIE**

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5  
Téléphone: 514.735.5261 Télécopieur: 514.735.5266 www.pnm.qc.ca

Partenaire académique de l'École supérieure de ballet contemporain. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy. Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat.

LES ACTUALITÉS

DÉMON



BOBBY YIP REUTERS

SUITE DE LA PAGE 1

n'ira pas plus loin.

Après quelques minutes de marche, un petit lac apparaît. On distingue ensuite, bien alignées sous les arbres de la rive, une quinzaine de tables recouvertes d'un tapis vert feutré et entourées d'hommes et de femmes. Des liasses de billets de toutes les couleurs s'empilent. Les parties de mah-jong vont bon train. Rien d'étonnant: ce divertissement, qui s'apparente au rummy, est tellement répandu qu'il semble être inscrit dans les gènes des Chinois. Dès le plus jeune âge, les parents enseignent aux enfants les rudiments de ce loisir plusieurs fois centenaire.

Mais dans ce cas-ci, c'est différent. Il ne s'agit pas d'une banale réunion de famille. En cet après-midi chaud et humide d'août, les personnes assemblées misent de l'argent, une pratique strictement interdite partout en Chine, en public comme en privé. Les casinos sont proscrits en Chine continentale, tout comme les appareils de loterie vidéo, même si des gens ont trouvé des failles dans le système et qu'on peut trouver des machines à certains endroits isolés de Shanghai. Seule une loterie sportive à but caritatif existe, et ce, seulement depuis 1997.

Visiblement, l'Occidental qui vient d'apparaître sur la rive du lac suscite un malaise. Les regards se croisent, des paroles s'échangent et les dollars commencent à disparaître discrètement sous la table. Ces gens contreviennent aux lois et ils le savent. Si l'Occidental était un policier plutôt qu'un journalis-

te, une peine de prison de trois ans les attendrait. Et, dans quelques mois, l'Etat serrera encore la vis en durcissant son code criminel contre ceux qui s'adonnent au jeu avec de l'argent.

C'est que les autorités chinoises ne plaisaient pas avec le gambling. Selon les chiffres officiels du ministère de la Sécurité publique, entre 1995 et 2003, 423 000 personnes en moyenne ont été accusées de jeu illégal chaque année, soit près de 10 % de toutes les poursuites intentées. «Ce n'est que la pointe de l'iceberg. Le nombre de personnes qui ouvrent des casinos illégaux ou qui jouent à l'argent augmente rapidement. Ce chiffre est une fraction de la réalité», a récemment soutenu un South China Morning Post Wu Mingshan, l'agent responsable de cette question au ministère.

L'an dernier, l'Etat s'est d'ailleurs lancé dans une vaste offensive pour tenter de ralentir l'expansion du jeu illégal. Les descentes se sont multipliées à un train d'enfer d'un bout à l'autre du pays. Résultat: plus de 700 000 arrestations. Les policiers ont du même coup saisi 365 millions de dollars en provenance des paris clandestins.

Là encore, c'est l'arbre qui cache la forêt, explique au Devoir Wang Xuehong, directrice exécutive du China Center for Lottery Studies (CCLS), un centre de recherche indépendant affilié à l'Université de Pékin. C'est le seul organisme en Chine continentale qui étudie le phénomène du gambling et conseille le gouvernement à ce sujet. «Le jeu illégal est un fleau», dit-elle, assise dans son grand bureau au nord-ouest de la capitale. «Ça force le gouvernement à se poser des questions tellement ça prend de l'ampleur.»

En effet, les diverses recherches pointent toutes vers le même montant astronomique: le marché noir du jeu représente environ 77 milliards \$US par année en Chine. Rien de moins. Ce chiffre s'explique entre autres par l'augmentation du niveau de vie des Chinois. «Les gens sont plus à l'aise, ils ont plus d'argent à dépenser. Et comme le jeu fait partie de la tradition chinoise, ça passe aussi là-dedans», dit Wang Xuehong.

Les casinos clandestins se comptent maintenant par milliers, et dès que les forces policières ferment un établissement, un nouveau ouvre quelques jours plus tard. Le simple citoyen, lui, n'hésite plus à défier les

autorités, parfois même en public, comme le groupe qui joue en plein air le long du lac. Un visiteur le moins attentif ne manquera pas de remarquer les nombreuses personnes qui jouent dans les rues ou au fond des commerces peu fréquentés. Parfois, l'argent est sur la table, bien en évidence. Mais souvent, on se contente du calcul mental afin de ne pas éveiller les soupçons. Tout le monde fait ses comptes à la fin de la partie.

L'offre de jeu explose en Asie

Mais alors que la répression échoue à l'intérieur de ses frontières, Pékin est simultanément aux prises avec un autre phénomène hors de son contrôle: les capitales asiatiques salivent devant le marché chinois du jeu et font tout en leur pouvoir pour profiter de la manne, au grand dam du Parti communiste chinois (PCC), qui appelle ses voisins à la modération. Sans succès.

A l'heure actuelle, 200 casinos ont ouvert leurs portes aux frontières de la Chine. La Corée du Sud en compte 14 à elle seule alors que la Russie en dénombre une bonne dizaine. La Malaisie, le Vietnam, le Laos, la Mongolie, le Myanmar et même la très hermétique Corée du Nord ont inauguré des établissements de jeu destinés à attirer les Chinois pour qu'ils s'y adonnent à leur vice. Et la subtilité n'est pas de mise: la plupart des casinos sont situés de la frontière chinoise. Singapour fera également son entrée dans ce lucratif marché en 2007 tandis que le Japon et la Thaïlande étudient sérieusement les possibilités.

C'est sans compter l'essor fulgurant de Macao, l'ancienne colonie portugaise rétrocedée à la Chine en 1999. Cette région, qui jouit d'un statut spécial à l'image de Hongkong, surpassera Las Vegas pour la première fois cette année avec des paris totalisant près de 6,5 milliards \$US. Et ce n'est qu'un début. Ce que les autorités refusent pour l'instant en Chine continentale — le développement du jeu —, Macao s'en occupe. Un grand boulevard animé comme celui de Las Vegas est en construction. Des projets de près de 12 milliards \$US — une quinzaine de casinos — sortiront de terre d'ici quatre ans alors que 30 millions de touristes parcourent l'endroit en 2010.

La passion des Chinois pour le jeu fait rêver tous les magnats des

casinos de la planète: la vague de fond actuelle s'apparente davantage à un tsunami. L'an dernier, les Chinois ont dépensé environ 70 milliards \$US dans les casinos étrangers. Et la hausse est fulgurante. En 1997, on estimait ce total à 42 milliards \$US. A mesure que les Chinois voient leur liberté de mouvement s'accroître, ils en profitent pour voyager, dépenser et... jouer. Surtout dans les pays asiatiques, mais pas seulement là. A Las Vegas, 50 % des gros parieurs sont maintenant d'origine chinoise. Sur les 50 à 250 personnes dans le monde qui font des mises aussi élevées que 150 000 \$ chacune, pouvant ainsi claquer quelques millions dans une seule soirée, près de la moitié sont des Chinois.

Les dégâts

À l'exception de Macao, les pays asiatiques se lancent pourtant dans la course aux dollars la peur au ventre. En Corée du Nord et en Malaisie, les résidents n'ont tout simplement pas accès aux casinos. A Singapour, où un des deux casinos sera une réplique de la Cité interdite de Pékin, des frais d'entrée exorbitants seront imposés aux habitants de l'endroit alors que les touristes pourront s'y adonner au gambling sans frais supplémentaires.

«Le marché chinois est énorme et n'a pas fini de croître», explique Raymond Chan, directeur du Macao Tourism and Casino Career Center, rencontré lors du passage du Devoir dans ce coin de la Chine. Ce centre gouvernemental forme la main-d'œuvre requise par les exploitants des casinos et étudie les changements qui s'opèrent dans la région. «La logique en Asie en ce moment, c'est celle-ci: "Si on ne bâtit pas de casinos pour attirer les Chinois, les autres pays vont le faire. Alors, pourquoi ne pas profiter de cet argent?" Mais personne ne veut des problèmes sociaux qui suivent l'ouverture des casinos, alors tout le monde cherche des moyens de limiter les dégâts», poursuit-il. D'où les nombreuses restrictions imposées aux résidents. Par exemple, à Macao, une ville de 488 000 habitants, les 1200 fonctionnaires ne peuvent pas mettre les pieds dans un centre de jeu sans permission spéciale. «C'est pour éviter la corruption», dit Raymond Chan.

Une loi similaire frappe les hauts fonctionnaires chinois. En 2005, dans les rafles à grande échelle

contre le jeu illégal, les autorités chinoises ont pincé 1617 hauts gradés, selon les chiffres officiels. Plusieurs étaient même à l'origine des sites Internet de gambling les plus populaires. Mais dès que le micro est fermé, les langues se délient. Les chiffres officiels ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan. C'est par milliers que les officiels du PCC vont jouer dans les tripots clandestins ou se payent des voyages dans les casinos étrangers, malgré les interdictions.

Les journaux des grandes villes chinoises rapportent régulièrement des cas de fonctionnaires qui ont dilapidé l'argent de l'Etat dans des établissements hors frontières. L'exemple le plus souvent cité est celui de Cai Haowen, 42 ans, un cadre du ministère des Transports dans la province de Jilin, dans le nord-est du pays. En quelques mois à peine, il a perdu un million de dollars, dont la moitié en fonds publics. Le casino nord-coréen qu'il a fréquenté à 27 reprises n'était d'ailleurs pas un territoire inhospitalier: sur les 50 000 Chinois qui l'ont visité en 2004, 30 % étaient des fonctionnaires.

Les exemples du genre se multiplient dans toutes les provinces limitrophes à un pays qui ouvre grand les portes de ses casinos aux Chinois. Combien cela représente-t-il en fonds publics perdus? «Il est impossible de le savoir vraiment», affirme Wang Xuehong. A micro fermé, les spécialistes parlent de dizaines, voire de centaines de millions de dollars.

Le portrait général fait mal: 77 milliards \$US en jeu clandestin. 70 milliards \$US dépensés dans les casinos étrangers. Chaque année, au total, ce sont donc près de 147 milliards \$US qui échappent à l'Etat chinois, soit à peu près l'équivalent de ses dépenses annuelles en éducation (165 milliards en 2005).

Le dilemme

Que faire? La question hante les dirigeants chinois depuis un bon moment, mais le dilemme se fait de plus en plus pressant. «Nos politiciens sont intelligents, assez pour savoir que l'industrie du jeu est profitable, explique Wang Xuehong. Si ce n'était qu'une question économique, il y aurait déjà des casinos partout. Ici, c'est une question politique.»

Le PCC redoute les conséquences d'une libéralisation du jeu et préfère donc avoir recours à

la répression. Pour le moment du moins. Mais devant une situation devenue incontrôlable, Pékin réfléchit plus que jamais. «Nos dirigeants ont peur que les gens se mettent à trop jouer si on libéralise le jeu. Le jeu est dans notre sang et les conséquences peuvent être sérieuses. Il ne faut pas aller trop vite», explique Wang Xuehong.

Mais dans ses paroles, on sent le cheminement que le gouvernement fait en ce moment. Les milliards qui s'envolent chicotent Pékin. «Si on se limite à répondre à la demande des gens en matière de jeu, ce sera acceptable. Mais ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. L'interdiction complète fait en sorte que les gens vont jouer à l'étranger ou sur le marché noir. L'offre doit être accrue afin de contrer la fuite de capitaux. En même temps, une offre trop forte provoquera des problèmes sociaux. Notre centre aide le gouvernement à trouver un équilibre.» Pékin sera d'ailleurs l'hôte de la quatrième conférence Asie-Pacifique sur le jeu, du 17 au 19 novembre prochain.

Y aura-t-il des casinos en Chine continentale dans un avenir plus ou moins rapproché? Wang Xuehong fait une longue pause. La question est délicate, le sujet encore tabou. Puis, elle lâche le morceau, qui fera sûrement plaisir aux centaines de lobbystes qui tentent de convaincre Pékin de s'ouvrir aux joies des établissements de jeu. «La réponse franche, c'est oui, sans aucun doute, lance-t-elle. Mais peut-être pas sous le nom de casino. Peut-être pas avec de gros complexes intégrés comme à Las Vegas ou à Macao. Il faudra voir. Il y aura peut-être un autre nom pour éviter l'image négative des casinos.»

Dans la rue, juste à l'extérieur du bureau de Wang Xuehong, de jeunes Chinois jouent aux cartes. Un peu plus loin, deux personnes âgées sont assises sur une vieille charette et font une partie de mah-jong. Tous ces gens pourraient bientôt avoir des «casinos» pour étancher leur soif insatiable de défier la chance. Le démon du jeu vient de se réveiller. Pour de bon.

Le Devoir

Lundi: l'essor fulgurant de Macao

Ce reportage a été rendu possible grâce à une Bourse Nord-Sud financée par l'ACDI et accordée par la FPJQ.

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS

À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Avis public

Montréal

Direction du greffe

Vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières

Avis est donné que la liste des immeubles qui seront vendus par la greffière, pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières à la Ville de Montréal, sera publiée dans le journal Le Devoir, le mercredi 13 septembre 2006.

La vente de ces immeubles aura lieu le lundi 6 novembre 2006 à 10 h, dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est.

Montréal, le 9 septembre 2006  
La greffière de la ville  
M<sup>me</sup> Jacqueline Leduc

Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

APPEL D'OFFRES

Le Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, propriétaire, ayant son siège social au 1036 rue Belvédère sud à Sherbrooke, demande des soumissions pour un projet de «Remplacement d'un réservoir d'eau» pour son pavillon D'Youville situé au même endroit.

Les documents contractuels pourront être obtenus au bureau de L.M.E. Experts-Consults, 2984 rue de Chénas, bureau 101, Sherbrooke, Qc, J1L 1Y1, tél. (819) 566-8848, contre un chèque visé non remboursable de 50,00\$ émis à l'ordre du propriétaire.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de douze mille dollars (12 000 \$) valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de six mille dollars (6 000 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de six mille dollars (6 000 \$).

Les soumissions seront reçues au CSSS - IUGS, 1036 rue Belvédère sud à Sherbrooke J1L 4C4, au bureau des Services techniques (local 0210) au plus tard le lundi, 25 septembre 2006 à 15h, heure locale en vigueur, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou territoire visé pour cet accord et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quel- qu'autre des soumissions reçues.

Denis Lamontagne  
Direction des ressources matérielles et financières  
Tél. : (819) 821-1170, poste 3464

Note: Consulter les Règlements adoptés en vertu de la Loi sur les Services de santé et des Services sociaux (SS.r.1) ».

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE - C.C.Q. art 795  
Avis est par les présentes donné que l'inventaire des biens de feu Monsieur René Gauthier, en son vivant de Montréal, décédé le 2 mai 2006, peut être consulté par les intéressés à l'étude de Me Pierre-Bernard Labelle, notaire, 1265 rue Berri, bureau 930, Montréal, Québec, H2L 4K4.

BANQUE NATIONALE DE GRÈCE (CANADA)  
Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 236(2) de la Loi sur les banques (Canada), que Banque Nationale de Grèce (Canada), une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse, à l'intention de soumettre à l'approbation du ministre des Finances le ou vers le 18 septembre 2006 une convention aux termes de laquelle Banque Nationale de Grèce (Canada) vendra la quasi-totalité de ses actifs et dettes à La Banque de Nouvelle-Écosse. Montréal, le 26 août 2006  
Christopher J. Hodgson  
Chef de la direction  
Banque Nationale de Grèce (Canada)

DÉCLARATION D'INTENTION (article 37. Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales)  
Prenez avis que la compagnie ou la personne morale sans but lucratif TABLE DES FÉDÉRATIONS ET ORGANISMES NATIONAUX EN ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME ayant son siège social au 1212, rue Panet, Montréal, Québec H2L 2Y7 a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises et, à cet effet, produit la présente déclaration requise par les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et conformément à l'article 28 de la Loi sur les compagnies.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, COUR FÉDÉRALE, No GST-2002-02, LOI SUR LA TAXE D'ACCISE REPR. PAR SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, Partie demanderesse, FERDINANDO SFORZA, Partie défenderesse. AVIS DE VENTE JUDICIAIRE. PRENEZ AVIS que le 21/09/2006 à 14:00 au: 578 A, BOUL. DES PRAIRIES, LAVAL, District de LAVAL, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de FERDINANDO SFORZA, saisis en cette cause, soit: Ford F350, 1999. CONDITIONS: ARGENT OU CHEQUE VISÉ. ST-EUSTACHE, ce 07 septembre 2006. ETIENNE BRUNEAU, huissier de justice, A/S PHILIPPE, TREMBLAY, DION & ASSOCIÉS, HUISSIERS, N.D. 2008090146. Philippe Tremblay, Dion & Ass. 165, rue Du Moulin St-Eustache, Québec, J7R 2P5, Tél.: (450) 491-7575, Fax: (450) 491-3418.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE LAVAL, COUR DU QUÉBEC (CHAMBRE CIVILE) No 540-02-013522-025. SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, Partie demanderesse, FERDINANDO SFORZA, Partie défenderesse. AVIS DE VENTE JUDICIAIRE. PRENEZ AVIS que

le 21/09/2006 à 14:00 au: 578 A, BOUL. DES PRAIRIES, LAVAL, District de LAVAL, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de FERDINANDO SFORZA, saisis en cette cause, soit: Ford F350, 1999. CONDITIONS: ARGENT OU CHEQUE VISÉ. ST-EUSTACHE, ce 07 septembre 2006. ETIENNE BRUNEAU, huissier de justice, A/S PHILIPPE, TREMBLAY, DION & ASSOCIÉS, HUISSIERS, N.D. 2008090146. Philippe Tremblay, Dion & Ass. 165, rue Du Moulin St-Eustache, Québec, J7R 2P5, Tél.: (450) 491-7575, Fax: (450) 491-3418.

NO 500-22-119955-063. La maison Sami T.A. Froids inc. C. 9062-2077 Québec inc. et Georges Youssef. Le 20 septembre 2006 à 11h00, au 220, boul. Crémazie ouest, Montréal, Qc, H2T 2C2, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de 9062-2077 Québec inc. et Georges Youssef, saisis en cette cause, consistant en: 2 fourneaux MKE avec brûleur en stainless steel et acc., 1 lave-vaisselle Knight en stainless steel avec comptoir et acc., 2 lavabos en stainless steel avec cuvette double et acc., CONDITION: ARGENT COMPTANT OU CHEQUE VISÉ. INFORMATIONS: (514) 350-9000. Mario Matteau, Étude J.F. Bouchard, Huissiers de Justice.

Dystrophie musculaire Canada  
1.800.567.2236  
www.musclo.ca  
IL FAUT UNE ACTION. UNE ACTION MUSCLÉE!

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE  
Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.  
Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi  
Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi  
Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340  
Sur Internet: www.ledevoir.com/avis.html • www.ledevoir.com/offres.html  
Courriel: avisdev@ledevoir.com

Du bénévolat, oui ! Mais où ?

MOTS CROISÉS LE MONDE

Grid for crossword puzzle 'MOTS CROISÉS LE MONDE' with letters filled in.

MOTS CROISÉS

Problème n° 06-184

HORIZONTALEMENT

I. Ramasse ceux qui ne finiront pas. — II. Pas très dégouardi. Facilite l'évacuation souterraine. — III. L'un tenait la plume, l'autre les éprouvettes. Fournisseurs de pommes. — IV. Poète allemand. Fait la liaison. — V. Dans les airs scandinaves. Enfant de Gaia. — VI. Retour assez surprenant. — VII. Formations militaires rapprochées. A droite sur les cartes. — VIII. Fête en Asie. Personnage de polar. Comme un os en tête. — IX. Ne sont pas tous des coins perdus. Porte les armes. Bout de lustre. — X. Au cœur des océans. Registre.

VERTICALEMENT

1. Garnit les chemins de campagne. — 2. Lucy s'est proménée sur ses rives. Fera du tort. — 3. Automatiquement pour les latinistes. — 4. A la bonne heure. Améliore dangereusement les résultats. Note. — 5. Dans les Rocheuses.

MOTS CROISÉS

Horizontalement

1. Il fait des tours d'adresse. — 2. Têtes de rocher - Poème du Moyen Age - Sert à désigner quelqu'un. — 3. Plaf - A cinq doigts. — 4. Ancienne réponse - Ville du Japon - Changer d'affectation. — 5. Université américaine - Assemblé avec du fil. — 6. Expulser brusquement de l'air - Elle était présidée par Arafat. — 7. Homogène - Véritable. — 8. Têtes de rocher - Poème du Moyen Age - Sert à désigner quelqu'un. — 9. Grand perroquet au plumage brillant - Immunisé. — 10. On le fera sûrement pendant le repas de Noël - Arme de sagittaire. — 11. Donne un coup de main - Sempiternel. — 12. Exemple de richesse - Tamisé.

Verticalement

1. Flottement. — 2. Romaine. lo. — 3. Été. Clap. — 4. Nelson. — 5. Créé. Ernst. — 6. Hit-parade. — 7. Cétacé. Ils. — 8. Ereintée. — 9. NASA. Da. Cm. — 10. Cr. Brevet. — 11. Adulte. Et. — 12. Numéro-teur. Philippe Dupuis

MOTS CROISÉS

Grid for crossword puzzle 'MOTS CROISÉS' with letters filled in.

HORIZONTALEMENT

1. Il fait des tours d'adresse. — 2. Têtes de rocher - Poème du Moyen Age - Sert à désigner quelqu'un. — 3. Plaf - A cinq doigts. — 4. Ancienne réponse - Ville du Japon - Changer d'affectation. — 5. Université américaine - Assemblé avec du fil. — 6. Expulser brusquement de l'air - Elle était présidée par Arafat. — 7. Homogène - Véritable. — 8. Têtes de rocher - Poème du Moyen Age - Sert à désigner quelqu'un. — 9. Grand perroquet au plumage brillant - Immunisé. — 10. On le fera sûrement pendant le repas de Noël - Arme de sagittaire. — 11. Donne un coup de main - Sempiternel. — 12. Exemple de richesse - Tamisé.

VERTICALEMENT

1. Chien de traîneau - Onomatopée. — 2. Il travaille à la barre - Mettre à sec. SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

# LE MONDE

Un rapport sénatorial américain confirme

## Saddam Hussein se méfiait comme la peste d'al-Qaïda

Washington — Le Sénat américain a publié hier un rapport démontant une à une les justifications de la guerre en Irak et donnant à l'opposition démocrate de nouvelles munitions contre le gouvernement Bush, à l'approche des élections de novembre.

Alors qu'aujourd'hui encore le gouvernement et la majorité cherchent à contrer l'impopularité de la guerre en Irak en en faisant le «front central de la guerre contre le terrorisme», le rapport établit plus clairement que jamais que le régime de Saddam Hussein n'était en rien allié au réseau terroriste al-Qaïda, responsable des attentats du 11-Septembre.

«Saddam Hussein n'avait pas confiance en al-Qaïda et considérait les extrémistes islamiques comme des menaces contre son régime, refusant toutes les demandes d'al-Qaïda pour une aide matérielle ou opérationnelle», affirme la commission du renseignement.

Cette conclusion, en plein cinquième anniversaire du 11-Septembre, va directement à l'encontre

de déclarations du président américain. Le 21 août dernier encore, George W. Bush a évoqué l'ancien président irakien «Saddam Hussein, qui avait la capacité de fabriquer des armes de destruction massive, qui payait des kamikazes pour tuer des vies innocentes, qui avait des relations avec [Abou Moussab] al-Zarqawi», l'ancien chef d'al-Qaïda en Irak, tué en juin dernier.

En fait, affirme le rapport, «les informations obtenues après guerre indiquent que Saddam Hussein avait tenté en vain de localiser et capturer Zarqawi» en 2002.

Le rapport, décrit par l'opposition comme une «mise en accusation» du gouvernement Bush, dément également ses affirmations sur le danger que représentait le régime. En particulier, l'Irak ne disposait ni d'un programme nucléaire actif, ni de laboratoires mobiles pour la fabrication d'armes biologiques.

Par ailleurs, les sénateurs dénoncent l'exploitation excessive des «fausses informations» fournies par un groupe d'Irakiens exilés, le Congrès national irakien (CNI)

d'Ahmed Chalabi. Ils soulignent que le gouvernement a décidé, durant l'été 2002, de continuer à subventionner le CNI, alors même que «l'agence de renseignement militaire — DIA — avertissait [en octobre 2002] que le CNI était infiltré par des services de renseignement hostiles et utiliserait cette relation pour promouvoir ses propres objectifs».

«Les responsables du gouvernement ont sélectionné, exagéré ou passé sous silence des éléments de renseignement pour justifier la décision qu'ils avaient déjà prise d'entrer en guerre contre l'Irak», a accusé le démocrate John Rockefeller, numéro deux de la commission.

Le sénateur républicain de la commission, Pat Roberts, s'est efforcé de minimiser l'incidence du rapport en affirmant qu'il contenait «peu de nouveautés» sur les capacités du régime de Saddam Hussein en matière d'armes de destruction massive.

Quant à la confiance accordée aux révélations du CNI avant la guerre, M. Roberts, qui a voté contre les conclusions officielles, a

accusé l'opposition de vouloir «ré-écrire l'histoire», alors que, selon lui, les informations du CNI ont joué un rôle «minimal» dans les analyses du renseignement.

«OK, on va laisser les gens discuter sur ce qui s'est passé il y a trois ans, mais l'important, c'est de savoir ce qu'on va faire demain, après-demain, le mois prochain et l'année prochaine, pour s'assurer qu'on gagne cette guerre contre le terrorisme», a lancé le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, visiblement impatient de passer à autre chose.

De profonds désaccords politiques au sein de la commission retardent la publication de deux autres analyses très attendues, l'une sur d'éventuelles contradictions volontaires entre les déclarations officielles d'avant la guerre et les analyses du renseignement, et l'autre sur les agissements d'une cellule antiterroriste dirigée par l'ancien sous-ministre de la Défense, Douglas Feith.

Agence France-Presse



NIR ELIAS REUTERS

Ce jeune Chinois doit sûrement se demander qui sont ces têtes peintes sur le mur d'une maison de Shanghai, pendant la Révolution culturelle de 1968. La maison va bientôt être détruite et elle emportera avec elle ces peintures de Mao.

## Il y a 30 ans, Mao

PASCALLE NIVELLE

Pékin — Mao avait inventé le slogan «Mille ans pour le président», mais le cap des trente ans, même post-mortem, est difficile. L'anniversaire de sa mort (9 septembre 1976) est modestement célébré dans son pays. Place Tiananmen, le chauffeur de taxi qui se faufile entre les Mercedes et les Audi A6 noires n'est pas au courant de l'événement. Un autre enrage d'accompagner des étrangers à la seule manifestation officielle organisée dans la capitale, un spectacle «pético-musical» de l'Armée de libération du peuple, intitulé «Le plus rouge, c'est le soleil, le plus cher, c'est le président Mao». «Vous y avez droit, pas nous», rèle le chauffeur de taxi. Le prix des places (120 à 1200 yuans, entre 12 et 120 euros) l'empêche de toute façon dissuadé. À Pékin, le salaire moyen ne dépasse pas 1000 yuans.

Immortalisé

L'immense salle du Palais du peuple, bâtiment gréco-stalinien des années 50 où siège l'Assemblée populaire, est pleine. «C'est mon unité de travail qui a offert la place», dit un spectateur, employé d'une entreprise d'Etat. Caméscope à bout de bras, il immortalise trois cents choristes en uniforme vert et livret rouge, parfaitement immobiles, qui entonnent des chants à la gloire de Mao. Un diaporama célèbre son ascension vers la gloire jusqu'en 1949. Des artistes, une cantatrice en crinoline mauve, une ancienne actrice de films révolutionnaires aux cheveux tout blancs, un ténor en smoking défilent en récitant les poèmes de Mao, accompagnés par l'orchestre de l'Armée. Dans la salle, assis aux pupitres des députés, les spectateurs d'âge plutôt mûr chantent en cadence les ritournelles révolutionnaires de leur enfance: «Le président Mao a marché dans toute la Chine et les paysages sont devenus plus beaux». Une jeune Tibétaine en costume traditionnel chante dans sa langue le rayonnement du Grand Timonier. Les minorités font partie du spectacle.

À l'extérieur, rien n'évoque l'événement. Pas de gros titres dans les

journaux, pas de drapeaux, pas d'affiches, la propagande s'est faite discrète. Comme si le Parti communiste, au pouvoir depuis 1949, hésitait à commémorer son héros. «Quand vous parlez de Mao, vous êtes obligés de parler de la Révolution culturelle ou du Grand Bond en avant, vous ne pouvez pas ne pas mentionner que des dizaines de millions de personnes sont mortes de faim», a expliqué à l'AFP Li Datong, journaliste chinois. L'an dernier, le soixantième anniversaire de la victoire sur le Japon avait été célébré en grande pompe, comme les étapes de la Longue Marche cette année. Celui de la Révolution culturelle (1966-1976), en revanche, a été passé sous silence. Pour le disjuncteur Wei Jingsheng, exilé aux États-Unis, «le Parti communiste chinois a falsifié l'histoire de la Révolution culturelle et a interdit au peuple d'en discuter, de crainte qu'il ne se saisisse de l'esprit de révolte de cette période».

Dans les librairies de la capitale, l'anniversaire donne lieu à des conférences en petit comité, les livres de souvenirs des petits-enfants du président Mao sont exposés en bonne place, mais les ouvrages polémiques sont introuvables, comme ceux de Li Rui, secrétaire particulier de Mao, qui lui avait confié: «Je suis un mélange d'empereur Qin et de Karl Marx.» Li Rui vit, depuis, placé sous surveillance.

C'est à Shaoshan, village natal de Mao, dans la province du Hunan, que tout se passera bientôt. Des centaines de milliers de personnes s'y rendent déjà chaque année avec ferveur, comme en pèlerinage, et y font le plein de babioles à l'effigie du président. L'industrie s'est emparée de la mémoire collective. Avant le 26 décembre 2007, date du 114<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Mao, s'élèvera à Shaoshan un musée de plus de 10 000 m<sup>2</sup> dédié à la vie de l'homme qui a porté le Parti communiste au pouvoir. Le projet a été annoncé officiellement cette semaine et son coût est estimé à 30 millions d'euros. Pékin entend faire de Shaoshan une «base nationale pour l'éducation patriotique».

Libération

## Israël lève son blocus maritime du Liban

Beyrouth — Israël a levé hier son blocus maritime au Liban, en vigueur depuis huit semaines, après le déploiement le long des côtes libanaises d'une force navale transitoire dirigée par un amiral italien.

«La force est désormais opérationnelle et je crois comprendre que le blocus maritime a été levé», a déclaré le général Alain Pellegrini, commandant de la FINUL.

«Le blocus a pris fin», a confirmé Meiri Eisin, porte-parole du premier ministre israélien, Ehoud Olmert. «Les navires israéliens ont reçu l'ordre de confier l'exécution de l'embargo sur les armes à la force internationale. La communauté internationale va continuer à appliquer [cet] embargo maritime au Liban.»

«Le blocus a gravement ébranlé l'économie libanaise et il est grand temps d'y mettre fin pour permettre à la population de retourner au travail», a ajouté Pellegrini.

Le Liban a réclamé une levée du blocus pour pouvoir reconstruire

au plus vite ses ponts, ses maisons, ses routes et ses usines, ravagés par une offensive israélienne de 34 jours.

Un amiral italien dirigera la force intermédiaire jusqu'au déploiement de la force des Nations unies.

«Un amiral italien prend le contrôle du mandat omusien, comme l'ont demandé les Libanais», a déclaré le ministre des Affaires étrangères italien, Massimo D'Alema, lors d'une conférence de presse tenue avec son homologue israélienne, Tzipi Livni, à Tel-Aviv.

Israël a mis fin jeudi à son blocus aérien sur le Liban mais avait maintenu, à la dernière minute, son blocus maritime, indiquant que celui-ci resterait en vigueur jusqu'au déploiement d'une force internationale.

De nombreux pays ont critiqué le blocus, destiné, selon Israël, à empêcher le réarmement du Hezbollah, mais perçu comme une punition collective par le Liban.

Reuters

## L'Afghanistan sous la loupe de l'OTAN

Varsovie — Le comité militaire de l'OTAN s'est réuni hier à Varsovie pour procéder à un réexamen de ses opérations de maintien de la paix en Afghanistan, où les forces de l'Alliance atlantique se heurtent à une résurgence des talibans.

«Nous devons discuter de toute la gamme de nos opérations en Afghanistan. Cela inclura nos effectifs et les progrès que nous avons réalisés jusqu'à présent», a déclaré le général canadien Ray Henault, président du comité militaire, à son arrivée dans la capitale polonaise. Le général James Jones, commandant suprême des forces alliées en Europe, a déclaré jeudi qu'il demanderait le déploiement d'effectifs supplémentaires. Selon les plans opérationnels actuels, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) déployée en Afghanistan doit compter 18 500 soldats. L'officier américain en espère 2500 de plus, soit un bataillon de réserve et le personnel correspondant aux moyens aériens supplémentaires qu'il juge nécessaires. Illustration de la dégrada-

tion de la situation: seize personnes au moins ont été tuées hier à Kaboul dans l'attentat suicide le plus meurtrier qu'ait subi la capitale afghane depuis la chute des talibans, fin 2001. Selon plusieurs témoignages, l'attentat, perpétré à proximité de l'ambassade américaine, visait un convoi de l'OTAN.

Depuis le début de l'année, plus de 2000 personnes ont péri dans des attaques attribuées aux talibans, et certains responsables estiment que les combats en cours sont aujourd'hui plus intenses en Afghanistan qu'en Irak. Dans le même temps, les responsabilités de l'OTAN se sont accrues puisque la FIAS a succédé en août aux forces de la coalition dirigée par les États-Unis, au commandement de la région sud de l'Afghanistan. Mais cette extension de la mission expose les soldats de l'OTAN dans les provinces les plus touchées du pays, comme Helmand ou Kandahar, où les combattants talibans sont les plus actifs.

Reuters

## L'Holocauste est un «fait historique», dit Khatami

Washington — Mohammed Khatami, l'ancien président iranien actuellement en visite aux États-Unis, s'est publiquement démarqué de l'actuel président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, en qualifiant l'Holocauste de «fait historique», dans une entrevue accordée à la revue Time publiée hier.

M. Khatami, le plus haut responsable iranien à visiter les États-Unis depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays il y a 25 ans, a par

ailleurs exprimé ses regrets pour la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran, qui a provoqué la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1979.

«Je suis personnellement convaincu qu'il n'a pas vraiment nié l'existence de l'Holocauste», a déclaré M. Khatami, interrogé sur les divers propos de M. Ahmadinejad niant la réalité du génocide nazi.

Agence France-Presse

### EN BREF

#### Attentats en Inde

Mumbai — Trente-deux personnes ont été tuées et plus de 70 blessées dans une série d'attentats à la bombe commis hier à Malegaon, une ville musulmane de l'ouest de l'Inde, a rapporté la police. Une bombe a explosé sur une place de la ville, à 260 kilomètres au nord-est de Mumbai, et deux autres ont visé un cimetière musulman où les fidèles étaient réunis pour la grande prière du vendredi. Les musulmans célébraient le Chabe-Barat, ou «Nuit du pardon ou de l'expiation», au cours de laquelle ils prient pour les morts et espèrent que leurs prières les absoudront de leurs péchés avant le début du mois du ramadan. Le couvre-feu a été décrété à Malegaon, où des manifestants scandaient des slogans hostiles aux autorités. L'Inde est en état d'alerte depuis les attentats à la bombe qui ont fait 186 morts en juillet, dans des trains de banlieue à Mumbai. Ces attentats ont été imputés à des islamistes liés à des groupes pakistanais. — Reuters

#### Pinochet inculpé ?

Santiago — La Cour suprême chilienne a levé hier l'immunité de l'ex-président Augusto Pinochet dans l'affaire des cas de torture pratiquée à la prison de la Villa Gri-

maldi. Cette décision, annoncée à Reuters par une source proche de cette juridiction, ouvre la voie à l'inculpation de l'ancien «caudillo» chilien, aujourd'hui âgé de 90 ans, pour violation des droits de l'homme, meurtre et torture. Plusieurs milliers de personnes ont été torturées entre 1974 et 1977 à la Villa Grimaldi, l'un des centres de détention les plus sinistres gérés par la police politique secrète à l'époque de la dictature militaire. La présidente, la socialiste Michelle Bachelet, et sa mère y ont notamment été torturées au début de 1975, avant de partir en exil. — Reuters

#### Journaliste libéré

Khartoum — Le journaliste américain Paul Salopek, deux fois lauréat du prix Pulitzer, détenu au Soudan après avoir été accusé d'espionnage, a été libéré hier, a annoncé le porte-parole du président Omar al-Bachir. Le journaliste, correspondant du quotidien américain Chicago Tribune, était en reportage pour la revue National Geographic au Darfour, région en proie à une guerre civile, lorsqu'il a été arrêté le 6 août en compagnie de son chauffeur et de son interprète. Salopek, 44 ans, avait obtenu l'un de ses deux prix Pulitzer en 2001 pour un reportage sur la guerre civile dans l'ex-Zaïre. — AFP

Ma maternelle... Mon portfolio

Linda FITZPATRICK • Sylvie MONETTE  
Debbie MYLES • Chantal ST-PIERRE

**MA MATERNELLE... MON PORTFOLIO!**

Cahiers d'activités  
• Je suis capable • Qui suis-je ?

Français langue d'enseignement à la maternelle

Les éditions LA PENSÉE (514) 848-9042

En vente dans toutes les librairies  
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

GRUPE

FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

**COLLOQUE DES PARTIS ET DES FEMMES**

20 et 21 octobre 2006 à l'ENAP, Québec

«Ce sont les partis qui limitent la présence des femmes dans les parlements et ce sont eux aussi qui la promeuvent. C'est donc auprès d'eux qu'il faut prioritairement agir.»  
Manon Tremblay, Québécoises et représentation parlementaire, Québec, 2005, p.132-33.

De 16 h 30 le vendredi à 17 h le samedi

Inscription: 75 \$ (60 \$ membre)  
418 658-8810 — info@gfpd.ca

Voir le programme au: [www.femmes-politique-et-democratie.com](http://www.femmes-politique-et-democratie.com)

PHASE IV en construction

**QUAI DES ÉCLUSIERS** sur le Canal

BUREAU DES VENTES  
4300, rue Saint-Ambroise  
Lun.-jeu.: 11 h-20 h Ven.: 11 h-19 h  
Sam.-dim.: 10 h-17 h

937-2100

la nouvelle vague

le projet le plus grandiose des berges du canal

À deux pas du marché Atwater  
**450 Condos-Lofts**  
Directement sur les berges  
Construction de qualité supérieure en béton, plafond de 10 pieds de hauteur, grande fenestration, stationnement intérieur.  
Marina, qui flottant, canot, kayak, patin à roues alignées, patin à glace, ski de fond, piscine, sauna, vélo, gym et plus.

Une réalisation Qual des Éclusiers Inc.  
[www.lequai.ca](http://www.lequai.ca)

## ACTUALITÉS

## NOS PASSES SE SURPASSENT.

Nos Passes de vols Rapidair™ et Amérique du Nord sont maintenant offertes au tarif Tango Plus. Profitez d'une grande flexibilité et d'une foule d'avantages comme la présélection de places, 100 % des milles-privileges Air Canada et la possibilité d'effectuer des modifications à l'aéroport le jour du départ. Économisez et voyagez à votre façon. Trouvez votre passe sur [aircanada.com/bonnenouvelle](http://aircanada.com/bonnenouvelle) ou auprès de votre agent de voyages.

C'est la révolution. Embarquez.

[aircanada.com](http://aircanada.com)

Rapidair est une marque déposée d'Air Canada.

## Indélébile 11-Septembre

Émissions spéciales, témoignages à n'en plus finir, documentaires répétitifs: plusieurs disent en avoir déjà assez d'entendre parler du «11-Septembre, cinq ans plus tard». D'accord, faisons-le disparaître! Faisons l'exercice, saoulons-nous de conditionnel et de politique-fiction: que serions-nous sans cette date obsédante?

Ce faisant, on s'aperçoit toutefois rapidement à quel point notre monde a été profondément marqué par cette journée peu commune.

ANTOINE ROBITAILLE

Avions, détournements, tours, explosions: et si tout cela n'avait pas eu lieu le 11 septembre 2001? Et si ce matin de ciel indigo, à propos duquel tout un chacun a sa petite anecdote, n'était pas devenu cette date clé, fondatrice du XXI<sup>e</sup> siècle?

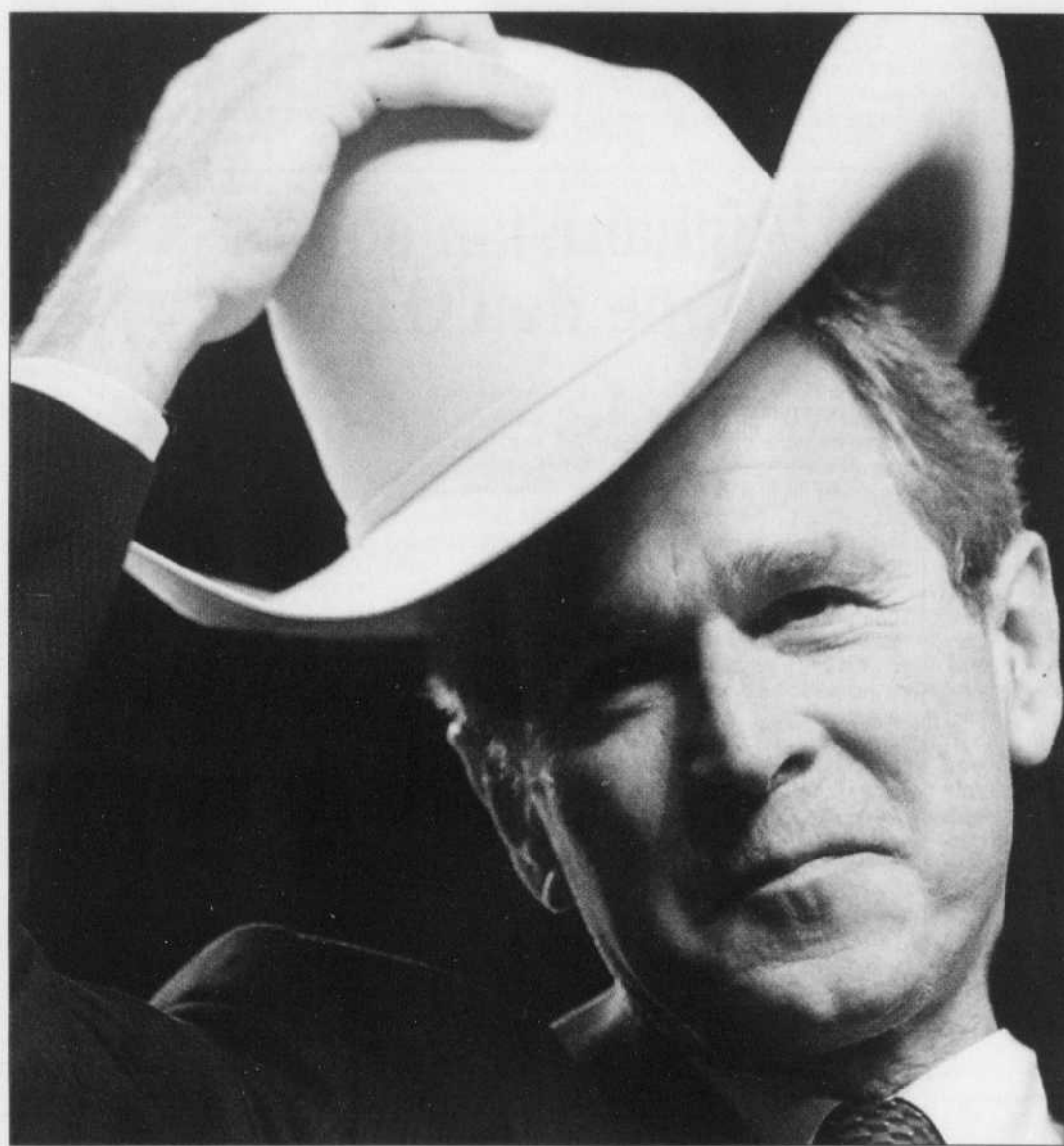
Certes, avec des si... Mais juste pour voir, retirons ce domino initial de l'histoire contemporaine. On peut alors multiplier les scénarios: des plus simples et des plus évidents («il n'y aurait pas eu quelque 3000 morts aux États-Unis cette journée-là») aux plus ambitieux («le mouvement altermondialiste aurait vaincu»). Sans compter les plus nombrilistes: par exemple, la saison Québec-New York aurait eu lieu! (et aurait peut-être eu des retombées inattendues). Tragique: le journaliste Daniel Pearl n'aurait pas entrepris une grande enquête au Pakistan, qui lui fut fatale. Comique: l'ancien maire Rudolph Giuliani ne serait pas payé plusieurs dizaines de milliers de dollars l'heure à faire des discours sur le «leadership». Pertinent: peut-être Bush aurait-il pris Katrina au sérieux? Artistique: le cinéaste Oliver Stone se serait sans doute lancé dans un projet de film sur... Fidel Castro (comme le suggère le chroniqueur du *New York Times*). Et Michael Moore, lui?

Il y a des questions plus amples, plus déterminantes, convenons-en: le gouvernement américain aurait-il décidé d'envahir l'Irak? Et l'Afghanistan? Tout de suite, on le remarquera, ces interrogations convergent inévitablement vers un personnage: George W. Bush. Qu'aurait-il fait de sa présidence sans ces attentats? Aurait-il été réélu en 2004?

Le phénomène selon lequel «tous les chemins mènent à Bush» est manifeste dans le *New York Magazine* (NYM) qui, le mois dernier, a posé à 18 intellectuels la question suivante: «Et si le 11-Septembre n'avait pas eu lieu?» Pour la quasi-totalité d'entre eux, dont le chroniqueur du *New York Times* Thomas Friedman, George W. Bush aurait échoué comme son père à obtenir un second mandat. Déjà, fin août 2001, au moment où le «nouveau» président Bush rentrait de ses trois semaines de vacances passées à son ranch, les sondages étaient franchement mauvais pour lui, fait remarquer Frank Rich, chroniqueur au *New York Times*. Au cours de l'été, le *Times* avait mené des enquêtes approfondies sur la manipulation du vote à la présidentielle de 2000. Des révélations commençaient à semer le doute quant à la légitimité même du président. Sans le 11-Septembre, donc, très probablement pas de Bush 2004.

Pas de guerre non plus, bien sûr, répondent tous les participants à ce sondage singulier. Ni en Afghanistan ni en Irak. Sans cet incroyable jour de terreur, c'est un tout autre type de guerre qui aurait occupé l'avant-plan de l'actualité, à l'intérieur des frontières américaines, estime Frank Rich: les fameuses *culture wars*. Il s'agit de l'opposition rageuse entre une droite conservatrice et religieuse et une gauche issue des années des droits civiques et de la rectitude politique. Les pommes de discorde? L'avortement, la recherche sur les cellules souches, le mariage homosexuel, l'intégration des immigrants.

Sur la scène internationale, sans le 11-Septembre, comment George W. Bush se serait-il comporté? Souvenons-nous de lui au Sommet des Amériques, à Québec, en avril 2001. Il s'était fait plutôt modeste dans les effluves de gaz lacrymogènes, répétant à tout venant qu'il était «là pour apprendre». En fait, selon Charles-Philippe David, directeur de la chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM — et observateur attentif de la politique américaine —, sans le 11-Septembre, la présidence de Bush «aurait été complètement à l'opposé de ce qu'elle fut pendant le premier



REUTERS

Si le 11-Septembre n'avait pas eu lieu, le gouvernement américain aurait-il décidé d'envahir l'Irak? Et l'Afghanistan? Ces interrogations convergent inévitablement vers un personnage, George W. Bush. Qu'aurait-il fait de sa présidence sans ces attentats? Aurait-il été réélu en 2004?

mandat». Elle aurait davantage ressemblé à celle du second: plus multilatéraliste, moins idéologique, beaucoup moins engagée dans les affaires du monde. «Aussi, l'action de Bush aurait été davantage en continuité avec celle de Clinton», dit-il. Et l'Irak? «Oubliez ça. Ça n'aurait jamais eu lieu.»

M. David admet que l'idée d'envahir l'Irak flottait depuis longtemps dans les cercles néoconservateurs américains. À preuve, la lettre ouverte de janvier 1998 signée par les Wolfowitz et compagnie, appelant à une guerre unilatérale contre Bagdad. La même année, il y avait aussi eu la «loi sur la libération de l'Irak», contresignée par le président Clinton. Mais sans le 11-Septembre, «c'aurait été un «tough sell», comme on dit en anglais», affirme M. David.

John Heilemann, du *New York Magazine*, soutient que sans les attentats, «Bush aurait eu bien du mal à convaincre à la fois Tony Blair et Colin Powell d'adhérer à sa doctrine de la guerre préventive». Ainsi, en 2006, Saddam Hussein serait sans doute encore en place en Irak. Quant aux talibans afghans, ils auraient bien essayé «quelques sanctions, peut-être des frappes», mais ils seraient encore bien installés au pouvoir, dit

Charles-Philippe David, qui a dirigé l'ouvrage collectif *11 septembre 2001, cinq ans plus tard - Le terrorisme, les États-Unis et le Canada* (Septentrion).

M. David note que dans sa réaction au 11-Septembre, le gouvernement américain a fait... «un peu comme si cet événement n'avait pas vraiment eu lieu! C'est une boutade pour vous dire qu'au fond, ce gouvernement a agi selon ses vieux réflexes: comme si al-Qaïda était un Etat, comme si c'était une nouvelle URSS! Il a cherché des États à attaquer.»

## Un monde meilleur?

Au reste, sans 11-Septembre, le monde aurait-il été meilleur? L'historienne Doris Kearns Goodwin se risque dans le NYM: «Admettons que Bush n'aurait pas été réélu en raison du fiasco de l'élection précédente», dit-elle. Le candidat démocrate défait en 2000, Al Gore, aurait sans doute pu accéder à la Maison-Blanche quatre ans plus tard, ajoute-t-elle. Or ce dernier, dit Goodwin, «aurait sans doute lancé un projet Manhattan [allusion ironique au nom de l'équipe scientifique qui a réalisé la bombe atomique] pour développer les énergies alternatives. Ainsi, notre pays

serait peut-être en passe de se débarrasser de sa dépendance au pétrole du Moyen-Orient».

Aurait-on, sans le 11-Septembre (et sans l'invasion de l'Irak qui a suivi), davantage lutté contre le sida? Plusieurs l'ont récemment dit au congrès mondial à Toronto. Mais dans un entretien à la BBC, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a dit en douter. D'autres questions de sécurité (comme celles de la Somalie ou du Darfour) auraient accaparé les ressources, selon lui.

Charles-Philippe David est d'accord. «Les questions de sécurité s'imposent à toute époque», dit-il. En l'absence du 11-Septembre, peut-être parlerions-nous davantage, par exemple, des différences et des différends entre la Chine et les États-Unis. C'est aussi l'avis de Thomas Friedman. «Le 11-Septembre a permis d'extirper les pires instincts de l'administration Bush envers la Chine et de les foutre au congélateur». Selon Friedman, Bush et son entourage «croyaient que nous étions condamnés à entrer en guerre froide avec la Chine», une crainte d'ailleurs bien présente dans le fameux essai *Le Choc des civilisations* de Samuel Huntington (publié une première fois en 1993).

Quant aux relations entre le Canada et les États-Unis, Charles-Philippe David conclut qu'un monde sans 11-Septembre n'y aurait pas changé grand-chose. Le partenaire américain aurait certes été moins craintif aux frontières. Mais à ses yeux, le nationalisme canadien a toujours trouvé des chevaux de bataille (libre-échange, etc.) pour se faire valoir.

Bernard Landry, qui, au jour fatidique, était premier ministre du Québec, estime pour sa part que sans ces événements et ceux qui ont suivi, il se peut que les Québécois ne se seraient pas tournés, autant qu'ils le sont à l'heure actuelle, vers l'Europe, en raison de son pacifisme et de sa conception multilatéraliste des relations internationales. Le politologue Guy Lachapelle, qui scrute la question de «l'américanité» des Québécois depuis dix ans, est d'accord. Avant 2001, les enquêtes indiquent que 50 % des Québécois regardaient vers l'Europe, l'autre moitié vers les États-Unis. «Aujourd'hui, c'est plutôt 60 % vers le Vieux Continent et 40 % vers le voisin du Sud.»

## Inévitable

Enfin, sans le 11 septembre 2001, il y aurait sans doute eu le 11 août 2006, comme le souligne l'essayiste américain Ron Suskind dans le *New York Magazine*. Il y a un mois en effet, souvenons-nous, est le complot de Londres» visant à faire exploser une dizaine d'avions en vol au-dessus du territoire américain à été déjoué. Autrement dit, il ne faut pas isoler le 11-Septembre. Les terroristes étaient déjà actifs bien avant. Les disciples de Ben Laden avaient réussi d'autres coups, notamment à Nairobi.

Bernard Landry se souvient que quelques jours avant les attentats, l'ancien aspirant démocrate à la présidence américaine, le sénateur Gary Hart, avait prononcé un discours à Montréal. Il avait déclaré que la pire menace à la sécurité des États-Unis serait une «attaque terroriste et spectaculaire». Ses propos avaient été accueillis «dans l'indifférence et une certaine moquerie», se souvient M. Landry. «Quelques jours après le 11 septembre, j'ai téléphoné à Hart et je lui ai lancé: «Vous êtes un prophète ou quoi?» Le sénateur lui a expliqué qu'en 2001, il avait bien modestement participé à un comité du Sénat où ce scénario avait été présenté et étudié.

Au fond, les terroristes islamistes étaient déterminés à frapper en sol américain, note Andrew Sullivan dans le NYM. «Peut-être devrions-nous nous compter chanceux d'avoir eu le 11-Septembre?», écrit-il, car avec deux, trois ou quatre ans de plus, les terroristes, qui sait, auraient pu réussir «un coup encore pire».

Le Devoir

Un millier de militants sont réunis

## Les péquistes peaufinent leur stratégie

Québec — Un millier de militants et d'organiseurs péquistes devraient quitter Montréal ce soir, gonflés à bloc et prêts pour la prochaine bataille électorale.

C'est du moins ce que souhaitent les dirigeants du Parti québécois à la veille du grand rassemblement d'aujourd'hui au Palais des congrès de Montréal, événement au cours duquel les organisateurs de chacune des 125 circonscriptions du Québec seront présents pour élaborer le plan de match du PQ en vue du pro-

chain scrutin. À la suite de cette rencontre, qui prendra la forme de neuf ateliers de formation, les présidents du parti, responsables du financement et des communications, devraient avoir une bonne idée du plan de match du parti et être prêts à entrer en action dès le déclenchement de la campagne, souhaite-t-on en haut lieu.

Afin de bien huiler la machine, le chef du parti, André Boisclair, profitera de l'occasion pour prononcer un discours aux allures de *pep talk*.

La rencontre d'aujourd'hui donnera le coup d'envoi de la saison électorale alors que, parallèlement, les organisateurs continueront à s'affairer à former l'équipe de candidats. Ils devront recruter quelques grosses pointures s'ils veulent atteindre l'objectif fixé par le chef de présenter aux électeurs une équipe aussi forte que celle de René Lévesque en 1976.

Des noms circulent, comme celui de l'épouse de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, Lisette

Lapointe, qui se dit intéressée, et celui du D<sup>r</sup> Réjean Thomas, qui ne confirme rien, mais il est encore trop tôt pour faire des annonces, la majorité des députés en place n'ayant pas encore affiché leurs couleurs.

De plus, d'ici le déclenchement des élections générales, prévues au printemps, la cote de popularité du PQ pourrait varier beaucoup, ce qui pourrait orienter la réflexion de certains candidats-vedettes potentiels.

Presse canadienne

## LE DEVOIR

[www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 800, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.